

La dynamique de la révolte

Eric Hazan

La dynamique de la révolte

**Sur des insurrections passées
et d'autres à venir**

La fabrique
éditions

*Un fraternel merci à Valérie Kubiak et Julien
Coupat pour leur lecture critique et leurs précieuses
suggestions ; et à Heitor de Macedo, Jérôme Baschet
et Marcello Tari pour tous leurs éclaircissements.
Leur soutien m'a rassuré et encouragé tout au long
de ce projet.*

© **La Fabrique éditions, 2015**

Impression : Floch, Mayenne

ISBN : 978-2-35872-071-7

La Fabrique éditions

64, rue Rébeval

75019 Paris

lafabrique@lafabrique.fr

www.lafabrique.fr

Diffusion : Les Belles Lettres

Sommaire

Prologue — 9

Politisation — 19

Rapport de force — 35

Parlementarisme — 45

Avant-garde — 57

Oklahoma — 131

*On reproche aux jeunes gens d'user de la violence.
Mais ne sommes-nous pas dans un état de violence
perpétuelle ? Parce que nous sommes nés et que nous
avons grandi dans un cachot, nous ne remarquons
plus la fosse où nous sommes, avec des fers aux mains
et aux pieds et un bâillon sur la bouche. Qu'appellez-
vous donc légalité ? Une loi qui fait de la grande
masse des citoyens un bétail bon pour la corvée afin
de satisfaire les besoins artificiels d'une minorité
insignifiante et corrompue ? Et cette loi que soutient
la brutalité d'un pouvoir militaire et la roublardise
imbécile de ses agents, cette loi est une violence
brutale et perpétuelle faite au droit et à la saine
raison et je combattrai contre elle, en parole,
et en action, où je pourrai.*
Georg Büchner, 1833¹.

Prologue

Dans les années 1950, les taxis parisiens étaient carrés et bicolores, noirs en haut et rouges en bas, avec un compteur extérieur qui se remontait avec une clef. Les chauffeurs étaient souvent des Russes blancs, des princes, disait-on. Un jour où j'étais avec ma mère dans l'un de ces somptueux G7, elle émit l'opinion que si les choses continuaient ainsi, il allait y avoir une révolution. Le chauffeur – blouse grise, béret noir, Gitane maïs aux lèvres – répondit avec un accent impossible à transcrire : « En France, madame, il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais révolution. » C'est à cet ancien soldat des armées Denikine ou Wrangel que ce livre pourrait être dédié.

Si l'on se fie à l'opinion commune – ou *conventional wisdom*, équivalent anglais plus critique – la révolution n'est plus possible dans les pays développés, c'est-à-dire désindustrialisés. À ceux qui soutiennent le contraire, ce ne sont pas des arguments que l'on oppose mais un bon sens consterné : regardez autour de vous, vous voyez bien qu'il ne se passe rien, que « les gens » n'y pensent même pas, à la révolution. On admet volontiers que le

monde est invivable et que tout va de mal en pis, on reconnaît aussi que les remèdes prescrits ne sont au mieux que des soins palliatifs, mais on ne va pas plus loin. D'où le pessimisme de l'époque, celui des maladies incurables.

Qu'on ait vu s'écrouler au début du xx^e siècle des empires qui semblaient éternels – l'empire du Milieu, l'empire du Tsar et celui du Kaiser, les empires autrichien et ottoman – ; que plus près de nous aient été abattues les dictatures en Grèce, en Argentine, en Tunisie, en Égypte, au Burkina Faso et ailleurs, tout cela ne constitue pas un argument recevable : la notion de continuité historique n'est pas dans l'air du temps.

Michelet a écrit autrefois : « Chaque époque rêve la suivante », mais il est aussi vrai que chaque époque se vit comme exceptionnelle par rapport à celles qui l'ont précédée, et la nôtre spécialement. Avec des inventions techniques et des modifications de la carte industrielle du monde tenues pour sans précédents, la conviction s'est répandue qu'une ère a commencé, si nouvelle que pour la comprendre *le passé ne sert à rien*. Cette illusion est entretenue par d'innombrables discours, articles, livres et émissions diverses sur « la mondialisation », « la crise », « la révolution numérique », « les réseaux sociaux », phénomènes présentés comme hors sol, sans racines historiques, et si *complexes* que nous n'avons aucune prise sur la situation qu'ils ont engendrée.

Le propos de ce livre se situe à l'opposé de ce négationnisme. J'ai cherché à repérer dans l'histoire des révolutions passées et récentes ce qui peut nous servir aujourd'hui et demain à surmonter le pessimisme ambiant et à penser l'action commune. Autant dire que ce texte, qui ne vise ni à commémorer ni à idéaliser et encore moins à perpétuer des traditions, n'est pas non plus « objectif ».

Se servir de l'histoire pour parler du temps présent, cela ne va pas de soi. Quand s'est terminée la longue agonie du communisme de caserne, deux courants de pensée sont apparus, qui convergeaient pour mettre en question le rôle de l'histoire et la relation passé-présent. D'une part, la mise à la casse de ce qui restait du marxisme orthodoxe a entraîné un ensemble de *rejets* : du déterminisme historique et de la science de l'histoire, de l'idée d'une fin inéluctable du capitalisme miné par ses contradictions, de la pensée dialectique et, plus généralement, d'une vision totalisante du monde héritée de Hegel et de Marx. Sous l'influence de Foucault en particulier, les notions un peu obèses du discours philosophico-politique – pouvoir, répression, domination – se sont émiettées et la lutte des classes elle-même a pris un sérieux coup de vieux. Tout cela a eu un effet salubre mais ce qui en a émergé, c'est ce qu'il est convenu d'appeler la philosophie postmoderne, d'un terme qui

a son origine dans l'architecture. Française d'origine (Lyotard, mais aussi Foucault, à mon sens le premier des postmodernes), elle s'est développée dans les milieux universitaires anglo-saxons et nous est revenue en boomerang. Les *cultural*, *subaltern* et autres *studies* ont répandu l'idée que seules comptent les luttes des minorités, des stigmatisés, des exilés de l'intérieur. Du coup, les révolutions passées, dont l'histoire ordinaire repose sur des catégories héritées du marxisme («les masses», «les classes»...), se sont trouvées remises au placard. De glissement en glissement, on a abouti à ce relativisme généralisé qui, avec le nihilisme et le cynisme, ses cousins, a contribué à orienter la pensée dans le sens du renoncement, de l'acceptation d'un ordre regrettable mais sous lequel il faut bien vivre.

D'autre part, parallèlement à la dérive post-moderne et non sans ponts ni recoupements avec elle, un virage à 180° s'est dessiné dans les mêmes années 1980, répudiant lui aussi l'histoire révolutionnaire. À cette époque de réaction triomphante, le couple antagoniste oppression-révolte a fait place à une autre opposition, celle de la démocratie contre le totalitarisme – démocratie pouvant aussi se dire Droits de l'homme. Avec la manipulation en tous sens de ces fourre-tout idéologiques, on retient avant tout des révolutions passées l'arbitraire, le sang versé, le sacrifice des libertés individuelles. La volonté émancipatrice,

la quête de l'égalité préparent l'avènement de la Terreur et, dès lors, l'histoire révolutionnaire n'est plus qu'un grand repoussoir, un ensemble de souvenirs à exorciser.

Ce livre ne cherche pas à situer les révolutions passées et celles à venir sur une même flèche du temps orientée vers un avenir radieux. La démarche s'apparente plutôt à ce qu'on appelle, d'un mot à la mode, comparatisme. Car dans l'histoire des révolutions, on peut repérer des séquences se reproduisant à diverses époques et dans des pays différents. Chaque fois, par exemple, qu'une insurrection victorieuse débouche sur la formation d'un gouvernement provisoire, ce gouvernement s'emploie à contrôler puis à combattre la révolution, de façon le plus souvent sanglante. Ce fut le cas, entre autres, du gouvernement provisoire de Lamartine en février 1848, qui massacra le prolétariat parisien insurgé lors des journées de Juin; du gouvernement de « Défense nationale » autoproclamé le 4 septembre 1870, qui mit en selle Thiers pour l'écrasement de la Commune de Paris; du gouvernement provisoire du social-démocrate Ebert, installé deux jours après la victoire de l'insurrection de novembre 1918 en Allemagne et qui, dissimulé sous le masque d'un « Conseil des commissaires du peuple », noya dans le sang l'insurrection spartakiste; du gouvernement provisoire de De Gaulle en 1944 qui, avec l'aide du parti communiste, veilla à éteindre la flamme

insurrectionnelle de la Libération en désarmant les maquis et en ressuscitant l'union sacrée. Il a pu se produire – c'est très rare – qu'un gouvernement provisoire échoue dans sa lutte contre le mouvement révolutionnaire : tel fut le cas, en 1917, du pouvoir dirigé par Kerenski, mais ce n'est pas faute d'avoir essayé. Au ^{xxi}^e siècle, les exemples tunisien et égyptien montrent que la séquence gouvernement provisoire – contre-révolution reste de mise. Rien d'étonnant à cela : ceux qui s'autoproclament gouvernement provisoire ne sont pas des insurgés au visage noirci par la poudre mais des notables, le plus souvent des opposants légaux au régime abattu par l'insurrection. Pour eux, la révolution consiste à chasser ceux qui détiennent le pouvoir et à s'asseoir à leur place. Avec le mouvement populaire, qui ne voit pas les choses du même œil, la confrontation est inévitable.

Autre exemple de récurrence historique : quand le peuple insurgé renverse le pouvoir, détruit l'appareil d'État et l'administration en place, le chaos, toujours brandi comme une menace apocalyptique, ne se produit pas. Tous les récits s'accordent : ce qui s'installe lors de ces journées exceptionnelles, c'est une joie collective, le sentiment d'une fraternité retrouvée, et *l'invention de nouvelles formes de vie*. De Lissagaray à Che Guevara, de John Reed à George Orwell, acteurs et témoins trouvent les mêmes mots pour ces moments de bonheur où l'on se parle, où l'on s'embrasse, où l'on s'organise,

où le peuple insurgé montre une capacité créatrice que personne n'avait imaginée. Quand le chaos s'installe, c'est plutôt après les interventions armées visant à « instaurer la démocratie » – en Afghanistan, en Irak, en Libye, pour s'en tenir à des cas récents.

Évaluer la possibilité ou la probabilité d'un événement revient à peser ses chances de *commencer*. C'est presque tautologique mais pas tout à fait : une révolution ne forme pas un tout homogène et cohérent et son moment initial a ses particularités qui justifient de lui donner une autonomie. Tel est précisément le point focal de ce livre : le temps du déclenchement révolutionnaire, « l'instant décisif » comme disait Cartier-Bresson à propos du doigt sur le déclencheur de l'appareil photographique. Ce moment, on l'appelle souvent insurrection – souvent mais pas toujours : le mot n'est pas employé pour le 14 juillet 1789 ni pour le 18 mars 1871 par exemple, qui sont pourtant des journées insurrectionnelles typiques.

Pour les révolutions, il y a bien des façons de commencer. L'image qui vient en premier est celle d'une foule montant à l'assaut d'un siège du pouvoir (les Tuileries en août 1792 et en juillet 1830, le palais d'Hiver en octobre 1917) ou d'un bâtiment stratégique (l'hôtel Colon à Barcelone en juillet 1936, la caserne Moncada à Santiago de Cuba en juillet 1953). Cette forme ne se reverra

probablement pas, au moins en Occident, car il n'existe plus guère de lieux symboliques dont l'occupation serait décisive. Palais et ministères ne sont plus que des coquilles vides et déjà, en mai 1968, les manifestants passaient devant le Palais-Bourbon sans y prêter attention. L'obsession de De Gaulle se voyant assiégé par les communistes dans l'Élysée renvoie à ce qu'il était, un homme d'un autre temps.

Il est des cas où l'insurrection naît et reste concentrée dans une grande ville ou une province. En 1871, Paris, cernée par les Prussiens et les Versaillais, ne parvint pas à établir le lien avec les éphémères communes nées à Lyon, à Saint-Étienne, au Creusot, à Marseille, à Toulouse, à Narbonne. En février 1967, la Commune de Shanghai avait commencé à essaimer dans toute la Chine mais le pouvoir maoïste organisa son isolement et l'obligea même à changer de nom². En 2006, la Commune libre d'Oaxaca resta plus ou moins limitée à la ville du Sud mexicain qui l'avait vue naître, malgré son retentissement dans le pays. Une insurrection victorieuse qui ne parvient pas à sortir de l'isolement est perdue. (Voir, dans le même ordre d'idées, le destin du «socialisme dans un seul pays».)

Mais la révolution à ses débuts peut prendre une tout autre forme, celle d'une vague partant d'un lieu périphérique et inattendu et se répandant en cercles concentriques jusqu'à submerger

l'ensemble du territoire. C'est une telle vague qui balaya l'Allemagne en novembre 1918 : lancée par la mutinerie de la flotte de guerre à Kiel, elle se propagea aux autres ports de la mer du Nord, puis à Hambourg, à Halle, à Leipzig, à Munich, Berlin n'étant touchée qu'en dernier. C'est aussi une vague qui se répandit lors de la révolution tunisienne de 2011 : partie de Sidi Bouzid après l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi, elle s'étendit d'abord au centre du pays, en particulier à Meknassy et Redeyef, ville minière en agitation permanente depuis la grande grève de 2008, puis à Gafsa et aux villes de la côte, Gabès et Sousse, avant d'atteindre Tunis. En France – par exemple – l'insurrection prendra probablement cette forme-là. Elle partira d'on ne sait où, d'un mouvement autour d'une centrale nucléaire, d'un barrage, d'une ligne à grande vitesse, d'une université en grève, d'une usine de traitement des déchets, de l'un ou l'autre de ces points d'exaspération où couve l'incendie dans nos banlieues et nos paisibles campagnes.

Les épisodes insurrectionnels dont il est question dans ce livre sont célèbres mais ils sont montrés sous un angle oblique qui donne une vision décalée par rapport aux récits habituels. J'ai mis en avant, sans ordre chronologique et même dans un certain désordre, ce qui me paraît utile au débat sur l'insurrection aujourd'hui. Certes, beaucoup de ces

La dynamique de la révolte

épisodes sont des échecs, souvent sanglants, mais comme l'écrivait Rosa Luxemburg dans l'ultime numéro de *Die Rote Fahne* juste avant son assassinat : « Nous sommes campés sur ces défaites et nous ne pouvons renoncer à aucune d'entre elles, car de chacune nous tirons une part de notre force et de notre lucidité. »

Politisation

Le 30 avril 1968 paraissait dans *Le Monde* un article de Pierre Vianson-Ponté intitulé « Quand la France s'ennuie ». Il décrivait une jeunesse apathique ne participant « ni de près ni de loin aux grandes convulsions qui secouent le monde », des étudiants qui « se préoccupent de savoir si les filles de Nanterre et d'Antony pourront accéder librement aux chambres des garçons, conception malgré tout limitée des droits de l'homme ». Il concluait ironiquement : « C'est peut-être cela qu'on appelle, pour un peuple, le bonheur. Devrait-on regretter les guerres, les crises, les grèves ? Seuls ceux qui ne rêvent que plaies et bosses, bouleversements et désordres, se plaignent de la paix, de la stabilité, du calme social. » Douze jours plus tard, le Quartier latin se couvrait de barricades, des centaines de milliers d'étudiants et d'ouvriers descendaient dans la rue, le pays était paralysé par la plus grande grève qu'il ait jamais connue et De Gaulle partait en Allemagne pour s'assurer de la fidélité de l'armée. On se désennuyait joyeusement. Et personne n'avait rien vu

venir (pas tout à fait personne : dans *La Chinoise*, sorti l'année précédente, Jean-Luc Godard avait montré un échantillon de ce qu'allait être la jeunesse de Mai, avec dans les rôles principaux Anne Wiazemsky, Juliet Berto et Jean-Pierre Léaud. Ce film prémonitoire avait été perçu comme un délire godardien habituel).

En remplaçant « dortoirs de Nanterre et d'Antony » par « marques de jeans et de baskets » ou « dernier modèle de smartphone », l'article de Viansson-Ponté pourrait paraître tel quel aujourd'hui. C'est un lieu commun que de dénoncer le matérialisme de la jeunesse, son peu d'intérêt pour « les grandes convulsions qui secouent le monde », bref sa *dépolitisation*. Quand cette même jeunesse se met à brûler des voitures, à attaquer des commissariats ou à défoncer les vitrines de banques, ce n'est pas politique : ce sont des casseurs, des cagoulés, des djihadistes en puissance qui, en fait de discussion, ne méritent que la comparaison immédiate.

Bref, le pays est dépolitisé, d'où l'on tire la conclusion qu'il n'y aura pas d'insurrection. C'est se rassurer à bon compte, car est-on seulement sûr qu'il existe un lien entre « politisation » au sens usuel du mot et révolte ? Les insurrections du passé ont-elles toutes éclaté dans un bouillonnement d'idées révolutionnaires ? Les peuples soulevés étaient-ils toujours soudés par une commune doctrine ? Étaient-ils indemnes de ce matérialisme

que déplorent aujourd'hui les maniaques du subjonctif passé ? Eh bien, la réponse est non. À preuve la façon dont se sont *déclenchées* les deux plus grandes révolutions de l'histoire de l'Occident, la Révolution française et la révolution russe de 1917. (« Occident » est commode mais imprécis : c'est une surface trouée. Certains pays géographiquement occidentaux – la Bolivie avec Morales, l'Équateur avec Correa – sont sortis de la nébuleuse occidentale. D'autres ne sont occidentaux qu'en partie : l'Italie du Nord l'est à coup sûr, mais pas Naples ni la Sicile ; le Mexique l'est pour une bonne part, mais pas le Chiapas.)

Sur les origines culturelles ou intellectuelles de la Révolution française, il existe des ouvrages savants qui montrent comment les Philosophes et Rousseau avaient détruit les fondements de la monarchie de droit divin et établi un climat politique nouveau³. Ceux qui joueront les premiers rôles au cours de la Révolution connaissaient quasiment par cœur *La Nouvelle Héloïse* et *L'Esprit des lois*. Mais – et c'est un mais qui compte – la Révolution *n'a pas été lancée par eux*. La tradition veut que le premier appel aux armes, le dimanche 12 juillet 1789, ait été crié par Camille Desmoulins, un avocat, condisciple de Robespierre au lycée Louis-le-Grand. C'est possible, mais ceux qui vont s'armer et se porter en masse vers la Bastille, ceux-là ne sont pas des lecteurs de Montesquieu. La commission

réunie en mars 1790 pour dresser la liste officielle des Vainqueurs de la Bastille établit que la plupart habitent le faubourg Saint-Antoine et sont des ouvriers : 51 menuisiers, 45 ébénistes, 28 cordonniers, 28 gagne-deniers, 27 sculpteurs, 23 ouvriers en gaze, 14 marchands de vin, 11 ciseleurs, 9 bijoutiers, autant de chapeliers, de cloutiers, de marbriers, de tabletiers, de tailleurs et de teinturiers⁴. Leur conscience politique va se former dans le cours même des événements, comme le raconte l'un d'entre eux, un ouvrier orfèvre nommé Jean Rossignol : « Le 12 juillet 89, je ne savais rien de la Révolution, et je ne me doutais en rien de tout ce qu'on pouvait tenter. » C'est un dimanche, il danse dans une guinguette quand il remarque qu'on brûle les barrières. Le lendemain, il voit la foule qui s'empare de fusils dans les boutiques des armuriers. Ce spectacle l'intéresse. « Je fus au Palais-Royal. Là je vis des orateurs montés sur des tables qui haranguaient les citoyens et qui disaient des vérités que je commençais à apprécier. Leurs motions tendaient toutes à détruire le régime de la tyrannie et appelaient aux armes pour chasser les troupes qui étaient au Champ-de-Mars. Je ne désirais plus que l'instant où je pourrais avoir une arme... » Il retourne dans son quartier, le faubourg Saint-Antoine où, dans une église, on choisit les officiers de la milice en formation. « Nous nous rassemblâmes entre gens de connaissance et nous nous trouvâmes plus de soixante dans un instant,

tous bien décidés [...] Nous entrâmes dans l'église ; nous y vîmes tous ces gros aristocrates s'agiter ; je dis aristocrates parce que dans cette assemblée, ceux qui parlaient étaient pour la plupart chevaliers de Saint-Louis, marquis, barons, etc. Là, on était occupé à nommer des commandants, des sous-commandants et toutes les places étaient données à ces chevaliers de Saint-Louis. Enfin je fis une sortie contre ces nominations parce qu'aucun citoyen n'y était appelé. J'étais si outré de voir cette clique infernale se liguier pour commander les citoyens que je demandai la parole. [...] Je dis qu'on devait se rassembler par quartiers, chacun étant armé, chacun devait avoir le droit de nommer son chef⁵. » Ce Rossignol qui « ne savait rien de la Révolution » au début de juillet 1789 sera l'une des grandes figures du club des Cordeliers, il commandera un jour les troupes républicaines de l'Ouest et plus tard il rejoindra la conjuration des Égaux de Babeuf.

Les paysans qui menèrent la révolte dans les campagnes pendant l'été 1789, les femmes qui prirent en octobre la route de Versailles et ramenèrent le roi à Paris, ces grandes foules anonymes ne connaissaient ni Condorcet ni Mably, elles marchaient sous le coup de la colère, de la peur et de la faim. Leur éducation politique *se fera plus tard*, au cours des événements révolutionnaires, par les articles de Marat dans *L'Ami du peuple* ou dans les sociétés fraternelles comme celle de

Claude Dansart, un maître de pension qui réunissait le soir, dans une petite salle sous le couvent des Jacobins, les artisans, les marchands de fruits et de légumes du quartier avec leurs femmes et leurs enfants et leur lisait, à la lueur d'une chandelle qu'il apportait dans sa poche, les décrets de la Constituante qu'il expliquait ensuite.

La révolution de 1917 en Russie passe elle aussi pour s'être déroulée dans un climat de forte politisation. Mais comment s'est elle *déclenchée* ? Elle commence par les journées du 23 au 27 février – Octobre est une autre histoire, dont Eisenstein, John Reed et d'autres ont créé une image si forte qu'elle tend à recouvrir l'ensemble de cette mémorable année, laissant dans l'ombre le moment révolutionnaire initial.

Vers la mi-février, alors que la guerre tourne au désastre, la farine commence à manquer à Saint-Pétersbourg et la municipalité décide d'instituer des cartes de rationnement. À cette nouvelle, les femmes forment des queues devant les boulangeries malgré le froid glacial, des incidents éclatent, quelques devantures sont défoncées, la tension monte (les femmes et le pain, comme en septembre-octobre 1789 à Paris). Le 23 février est la Journée de la Femme. Dans les cercles d'extrême gauche, on projette de la célébrer par des réunions, des discours, des distributions de tracts. « Pas une organisation ne préconisa la grève pour

ce jour-là. Bien plus, une organisation bolchévique des plus combatives, le Comité du quartier ouvrier de Vyborg, déconseillait toute grève⁶. »

À ce moment, le parti bolchevique est d'ailleurs réduit à peu de chose. Il a été décapité au début de la guerre, quand ses députés et son comité central ont été arrêtés, condamnés et déportés. En février 1917, Lénine et Zinoviev sont en Suisse, Kamenev, Sverdlov, Rykov et Staline en Sibérie, Trotski à New York. Le « bureau russe » du parti se compose de trois membres : Chliapnikov, vieux militant, ancien ouvrier métallurgiste, Zaloutski, autre métallo, et Skriabine, ex-étudiant, plus connu sous le nom de Molotov. Le mouvement ouvrier est émietté en groupes autonomes et clandestins, les quelques journaux qui reparaissent illégalement sont sans grande audience.

Au matin du 23 février, les ouvrières du textile, ignorant toutes les directives, descendent dans la rue. Les ouvriers des grandes usines métallurgiques Poutilov, qu'un lock-out patronal a chassés des ateliers, les suivent par milliers. Les faubourgs populaires entrent en grève, des drapeaux rouges apparaissent et des bagarres ont lieu avec la police. Le lendemain le mouvement s'étend, la foule s'éparpille dans tous les quartiers de la ville, pourchassée par la police, mais les femmes et les ouvriers commencent à établir le contact avec les cosaques et l'armée : « Autour des casernes, auprès des sentinelles, des patrouilles et

des cordons de barrage, des travailleurs et des travailleuses s'assemblaient, échangeant des paroles amicales avec la troupe⁷. »

Le 25, la grève s'étend, des étudiants se joignent au mouvement, les tramways ne fonctionnent plus, la plupart des boutiques sont fermées. Devant la cathédrale de Kazan, la police montée ouvre le feu sur la foule, mais la troupe hésite et refuse à plusieurs reprises de tirer. Dans la nuit, le bureau bolchevique se décide à publier un tract appelant à la grève générale dans toute la Russie, au moment où la ville entre en insurrection armée. « La direction observe de son haut, hésite, retarde, c'est-à-dire ne dirige pas. Elle est à la remorque du mouvement⁸. »

Les 26 et 27, les ouvriers affluent des faubourgs vers le centre de la ville. Les ponts sur la Neva sont bloqués par la troupe mais la foule passe sur la glace. La bataille devient générale avec des morts par dizaines, mais le vent tourne quand les soldats du régiment de Volhynie, ceux de Lituanie, puis le régiment Preobrajenski et même les gardes du corps du tsar font cause commune avec les ouvriers. La dernière poignée de troupes fidèles au régime se réfugie à l'Amirauté transformée en camp retranché, mais en fin de journée elle se disperse ; l'insurrection est victorieuse, le tsar prépare ses valises.

Je citerai pour conclure un historien bolchevique : « La révolution de février 1917, insurrection

anonyme, a été un soulèvement spontané des masses : elle a surpris tous les socialistes, y compris les bolcheviks *dont le rôle, en tant qu'organisation, a été nul dans son déclenchement*, quand bien même les militants, individuellement, ont joué dans les usines et dans les rues le rôle d'animateurs et de cadres⁹. » Comme à l'été 1789 en France, ce sont la colère et la faim qui ont mis les foules en mouvement, sans chefs ni idées politiques autres que « ça ne peut plus durer ! ».

Il est cependant des insurrections, des révolutions qui ont commencé dans une atmosphère politiquement agitée. C'est le cas en particulier de la Commune de Paris et de la révolution espagnole de 1936. L'une comme l'autre ont été précédées d'une longue période troublée où des grèves, des manifestations, des coups de main, des coups durs aussi ont créé des liens, des amitiés nouvelles, où une série d'actions menées en commun a bouleversé les subjectivités et le paysage. On pourrait dire que ces révolutions ont commencé avant la date officielle des livres d'histoire.

Ainsi, l'insurrection communaliste du 18 mars 1871 prend ses racines dans le long siège de Paris pendant l'hiver 1870-1871. Les républicains « jacobins », les Internationaux, les blanquistes – dont le chef vient d'être mis en prison pour sa participation à la journée insurrectionnelle du 31 octobre 1870 –, la petite bourgeoisie révoltée

par la trahison du gouvernement de « Défense nationale », la bohème étudiante et artistique, tous ces individus et ces groupes souvent opposés pendant les dernières années de l'Empire vont conduire ensemble la journée du 18 mars, réussite totale, sans effusion de sang ou presque. C'est que pendant le siège, ils s'étaient trouvés dans les mêmes bataillons, ils avaient fait le coup de feu ensemble, ils s'étaient parlé, ils avaient formé le Comité central de la garde nationale où l'on trouvait aussi bien Varlin, ouvrier relieur, membre de l'Internationale, que Flourens, ex-professeur au Collège de France. Encore une fois, c'est de l'action commune qu'émerge la véritable politique, et non l'inverse.

Les événements qui précèdent la révolution de 1936 en Espagne sont très différents mais là aussi c'est dans la période de troubles suivant la proclamation de la république (1931) que se forme la conscience politique du peuple. Contre les vieilles forces dirigeantes – l'armée, l'Église, les grands propriétaires terriens – les ouvriers et les paysans pauvres s'engagent dans une série continue de grèves, d'attaques à main armée de bâtiments publics, d'occupation de terres, de sabotages, de soulèvements insurrectionnels. Ces mouvements sont réprimés, mais emprisonnements et fusillades ne font qu'alimenter la fureur populaire. Au cours de cette quasi-guerre civile, on voit les anarchistes s'organiser, une partie des socialistes

passer du réformisme à la lutte armée, les communistes orthodoxes sortir du stade groupusculaire et les dissidents « trotskistes » devenir un groupe qui fera parler de lui. Certes, ces mouvements, ces syndicats, ces partis sont en concurrence et même parfois en lutte ouverte, mais ce désordre apparent n'empêchera pas leur réaction commune face au coup d'État fasciste.

Mais il se peut aussi que le rendez-vous entre bouillonnement politique et insurrection soit manqué, qu'une situation perçue comme prérévolutionnaire finisse par se déliter et se termine dans le découragement et la répression. Comment expliquer que l'exceptionnel mouvement de l'Autonomie italienne des années 1970 n'ait pas abouti, ne se soit pas conclu en révolution ? Sans parvenir à lancer une grande vague insurrectionnelle balayant tout sur son passage, il avait néanmoins réussi à créer de nouvelles formes de vie, « réunissant Marx et l'antipsychiatrie, la Commune de Paris et la contre-culture américaine, le dadaïsme et l'insurrectionnalisme, l'opéraïsme et le féminisme, télescopant Lénine et Frank Zappa, passant au rouleau compresseur les résidus de Troisième Internationalisme incrustés dans les groupes et dans l'idéologie de la gauche. » C'était « l'affirmation d'un mode de vie communiste, à défendre les armes à la main s'il le fallait », qui « ne ressemblait en rien au « communisme démocratique » et pénitentiel

prêché par la gauche, ni même à celui, féroce et résistantiel de leurs parents et grands-parents¹⁰. » Mais le mouvement trouva face à lui un parti communiste bien décidé à le briser, qui disposait à la fois des syndicats officiels et de la magistrature. Il était très difficile dans ces conditions de mener la guerre contre l'appareil d'État tout en élargissant les formes de vie que le mouvement inventait chaque jour : dans l'action, la contre-culture l'emportait sur la dimension matérielle. La défaite de 1979-1980 s'explique avant tout par cette incapacité à tenir ensemble ces deux niveaux. Et dans les situations révolutionnaires récentes qui ont tourné court – comme en Grèce en décembre 2008 – ce qui a fait défaut n'était pas la politisation mais la conception commune d'une stratégie et de ce qu'aurait pu être la victoire.

Après toutes ces variations, retour au thème initial : ce n'est pas la diffusion des idées politiques qui crée le climat insurrectionnel mais la montée d'une colère qui déborde soudain les dérivatifs habituels, campagnes électorales, catastrophes climatiques ou malversations dans les finances publiques. Alors, en colère, la France d'aujourd'hui ? Je me souviens qu'un jour de mai 1968, dans un couloir de l'hôpital Laennec, l'un de mes maîtres, chirurgien des hôpitaux d'esprit subtil, m'a dit : « Mon vieux, dans un pays où les deux principaux soucis sont la lutte contre l'obésité et la

recherche d'une place pour garer sa voiture, je ne comprends pas ce qu'ils ont tous. » Un demi-siècle plus tard, le même aveuglement frappe ceux qui « font l'opinion », journalistes, philosophes de tréteaux, sociologues et politiciens. La colère, ils ne la côtoient pas, sauf dans des enquêtes de terrain quasiment ethnologiques. Ils habitent presque tous Paris intra-muros, mauvais observatoire où l'atomisation est à son comble et les points de rencontre rares et éparpillés.

Mais même à Paris, on a parfois assisté à des cristallisations inattendues. « En 1932 », raconte Roger Vailland, « j'étais jeune journaliste dans un grand quotidien ; je me rappelle très bien certaines conférences de rédaction, on nous disait : Hitler, Mussolini, la crise américaine, les affaires soviétiques, notre public en a par-dessus la tête ; ce qui l'intéresse, c'est la vie de tous les jours. [...] Et c'était vrai, les inspecteurs de vente du journal le confirmaient, les Français, cette année-là, ne voulaient plus entendre parler d'Hitler ni de Mussolini ; ils commençaient à acheter des tandems pour se promener le dimanche. [...] Quatre ans plus tard, les demoiselles de magasin occupaient les Galeries Lafayette et les employés de ministères défilaient le poing levé en réclamant "des canons, des avions pour l'Espagne". Les demoiselles de magasin aussi scandaient : "Le fascisme ne passera pas".

Je crois qu'aujourd'hui, même ceux qui sont en âge de se le rappeler ont oublié ce que c'était, avant

1936, une demoiselle de magasin. [...] Elle n'avait jamais été "organisée", elle était demoiselle, état transitoire ; elle ne gagnait pas de quoi vivre, mais c'était mieux que d'être chômeuse ; on ne lui avait jamais rien appris, rien que le respect, pas le respect d'elle-même, mais celui des autres : le respect du client et le respect du chef de rayon. Elle n'était pas "dépolitisée", elle était d'avant toute politique. Le respect (imposé, subi), c'est le contraire de la politique.

Or, en juin 1936, les vendeuses des grands magasins mirent à la porte les clients et les chefs de rayon, occupèrent les comptoirs, s'organisèrent "sur le lieu de leur travail" comme on disait alors, comme dans un camp retranché. Comme le faisaient dans le même temps, bien sûr, les métallurgistes, les mineurs, etc. Mais l'extraordinaire était que les demoiselles de magasin aussi fissent la grève sur le tas. Les voilà qui chantent *La Carmagnole* et *L'Internationale*, lèvent le poing, fondent des syndicats, des syndicats politiques qui n'exigent pas seulement des congés payés mais que les demoiselles de magasin aussi disent leur mot sur les affaires du pays¹¹. »

Ceux qui admettent qu'il existe bien une colère de fond, une colère politique et populaire, considèrent qu'elle va dans le mauvais sens, celui du racisme, de l'antisémitisme, de la quête d'un pouvoir fort qui débarrassera le plancher de toute la

racaille. On en donne pour preuve le considérable succès des vidéos de Soral et Dieudonné. La bourgeoisie culturelle reproche aux ouvriers de s'être mis à voter FN plutôt que PC, elle trouve que le peuple est décidément bien réactionnaire. En fait de progrès fulgurants du fascisme en France, ce qu'il y a, c'est l'exaspération de gens qui n'en peuvent plus des cadres politiques et idéologiques imposés, qui ruent dans les brancards, qui donnent dans toutes sortes de panneaux en l'absence de mouvements révolutionnaires qu'ils puissent entendre et rejoindre. Or c'est précisément la bourgeoisie culturelle qui contribue à cette absence, qui travaille d'instinct à la démoralisation politique générale, tantôt par la calomnie, tantôt par le ricanement, souvent par le silence. Dès que la situation sortira de ses gonds, dès que « le mouvement réel qui abolit les conditions existantes » fera son apparition dans les rues, on verra se dissoudre les phénomènes fascistoïdes. Si l'on met à part les néonazis, les irrécupérables aux nuques rasées, croit-on vraiment que les prolétaires, qui votent à l'extrême droite par haine d'un système qui les ignore, resteront devant leur télé ? Ne viendront-ils pas rejoindre leurs frères de classe ? Faisons-leur confiance.

Rapport de force

La question est très célèbre : « Le pape ? Combien de divisions ? » Staline ne pouvait pas prévoir qu'un jour les débris de ce qu'il avait si méthodiquement mis en place seraient balayés par un pape, polonais de surcroît, et que les forces ne s'évalueraient plus en nombre de chars T 34. La notion de « rapport de force » apporte à l'appui de tout argument son « objectivité », les deux mots du syntagme appartenant au vocabulaire scientifique. Ainsi entend-on dire : l'insurrection est impossible et c'est tant mieux car si elle éclatait, son écrasement serait inéluctable, *vu le rapport de force*. Que pourraient faire les cocktails Molotov (par quels détours l'arme n° 1 de la guérilla urbaine en est-elle venue à porter le nom d'un bureaucrate soviétique parmi les plus grisâtres ?), les pavés et les pistolets à bouchon contre les merveilles de la technologie anti-émeute présentées au salon Milipol (Salon mondial de la sécurité et de la sûreté intérieure) à Paris en 2013 et au Qatar en 2014 ?

Un rapport de force n'est qu'un instantané. Il évolue sous l'effet de la dynamique insurrectionnelle, et parfois très vite : on l'a vu s'inverser au

cours d'une même journée – pensons seulement au 14 juillet 1789. Mettre sur le plateau d'une balance des policiers avec leur arsenal et sur l'autre des êtres humains en révolte relève d'une vision comptable du monde. Utiliser la notion de rapport de force pour juger de la possibilité d'une insurrection ou de ses chances de succès, c'est prendre un photogramme pour raconter un film. Curieusement, cette façon de penser pour le moins antidialectique est souvent utilisée par les marxistes (mais pas par Marx, sauf erreur).

Il est dans la nature de toute insurrection d'être en situation d'infériorité à l'heure de son déclenchement – moins nombreuse, moins bien armée, moins bien organisée que le camp d'en face. Quelles chances avait ce groupe d'insurgés parti en guerre dans la Sierra Maestra – Che Guevara, les frères Castro, Camilo Cienfuegos et quelques autres – avec «vingt-trois armes en bon état: neuf fusils à viseur télescopique, cinq semi-automatiques, quatre fusils à verrou, deux mitraillettes Thomson, deux pistolets mitrailleurs et un fusil de calibre 16¹²»? Et dix ans plus tard, à Shanghai, quel optimisme, quelle inconscience ne fallait-il pas aux quelques dizaines de trublions, ouvriers et gardes rouges qui osèrent entrer en confrontation avec un parti communiste et une municipalité bétonnés dans l'orthodoxie – et qui réussirent pourtant à prendre le pouvoir dans la ville et à proclamer la Commune?

Les insurgés, ceux qui se dressent et se mettent debout, peuvent ne constituer au début que des groupes peu nombreux, comme autour d'Auguste Blanqui, d'Emiliano Zapata ou de Georges Guingouin qui, tout seul dans le maquis en 1941, entra trois ans plus tard dans Limoges à la tête d'une armée. Ils peuvent aussi rassembler d'emblée une foule, comme derrière le cercueil du général Lamarque au début de ces journées de juin 1832 qui virent la mort de Gavroche et d'Enjolras à Saint-Merri. Mais quel que soit le nombre, ce qui pousse à s'insurger n'est pas l'évaluation d'un rapport ni un calcul de probabilités mais une nécessité intérieure ressentie collectivement, la certitude partagée que « maintenant, il faut y aller ».

Il est souvent arrivé qu'une insurrection une fois déclenchée tourne court et que son souvenir même soit englouti. Pour celles qui parviennent à se développer, le succès (l'inversion du « rapport de force ») tient à deux éléments principaux : la mise en mouvement des « masses » et la défection des forces de l'ordre. L'effet boule de neige peut être rapide : une journée seulement pour l'insurrection communale du 18 mars 1871 qui vit les foules converger des quatre coins de Paris pour prendre l'Hôtel de Ville et la préfecture de police dans la soirée ; une semaine pour la révolution de novembre 1918 en Allemagne, entre la mutinerie de la flotte à Kiel et la proclamation de la « république socialiste » par Karl Liebknecht depuis le balcon du palais impérial ;

moins de trois semaines pour la révolution égyptienne de 2011, depuis les premières manifestations du 25 janvier au Caire jusqu'au renversement de Moubarak le 11 février. (Que ces insurrections et révolutions aient été par la suite détournées, récupérées ou massacrées est une autre affaire. Ce dont il s'agit ici, on l'a dit, n'est pas l'histoire des révolutions mais celle de leur déclenchement.)

Les insurrections à venir prendront sans doute ce même tour rapide, grâce en particulier aux réseaux sociaux qui, s'ils sont en temps ordinaire des exutoires permettant de dire n'importe quoi sans risques ni conséquences, deviennent en période de guerre civile un outil précieux – un outil et non un moteur : une insurrection ne sortira jamais d'une coalition d'individus atomisés soudain réunis par des octets. En Tunisie et en Égypte, Facebook et Twitter ont servi aux groupes à communiquer entre eux, à connaître instantanément la situation sur tous les fronts, à coordonner les mouvements tactiques. Au Caire, la journée du 25 janvier était organisée à partir de vingt points de rassemblement annoncés sur Internet, plus un vingt et unième qui ne l'était pas, à Boulaq al-Dakrou, un quartier pauvre excentré et négligé par la police. Le groupe formé dans ce lieu tenu secret sur les réseaux grossit en route et fut le premier à atteindre la place Tahrir, les autres arrivant par petits paquets si nombreux et si bien dirigés par Internet que les policiers ne parvenaient pas à les bloquer.

Le temps n'est plus où il fallait une semaine pour que la nouvelle de la chute de Louis-Philippe parvienne à Berlin, Vienne, Milan et Budapest et hérisse de barricades toutes ces capitales. Dans les insurrections à venir, la diffusion instantanée des nouvelles créera une réaction en chaîne bien plus large et plus rapide que lors de ce printemps des peuples de 1848, ou pendant les événements qui secouèrent le monde en 1968. Qu'elle se déclenche au Mexique, en Turquie ou en Corrèze, la révolution ne connaîtra pas de frontières et il n'y aura aucun refuge sûr pour les oligarques en fuite. (La Corée du Nord ? peut-être.)

Dans le déroulement des insurrections, la défection de la police et/ou de l'armée constitue un tournant décisif. En 1830 à Paris, au dernier jour des Trois Glorieuses, Marmont avait replié ses troupes, sur un quadrilatère allongé entre la Seine et la rue Saint-Honoré, avec à l'est la colonnade du Louvre et à l'ouest la place Louis-XVI (de la Concorde). Il jugeait cette position inexpugnable, mais en fin de matinée on apprenait que les 5^e et 53^e régiments de ligne, stationnés place Vendôme, passaient du côté du peuple, ouvrant un trou béant dans le dispositif de défense. Quelques heures plus tard, le Louvre était pris, l'insurrection l'emportait. En juillet 1936 à Barcelone, l'apport des gardes d'assaut, troupes d'élite, fut déterminant dans la victoire sur les fascistes. Récemment

encore, la police lors de la révolution tunisienne, l'armée lors de la révolution égyptienne, après avoir tiré sur le peuple pendant plusieurs jours et tué beaucoup de monde, finirent par refuser d'obéir à leurs officiers, certaines unités allant jusqu'à fraterniser avec les insurgés.

Ce retournement des soldats et des policiers s'explique par le dégoût et par la peur – dégoût de la tuerie et peur d'être à leur tour fusillés ou pendus. Ainsi la police parisienne, après quatre ans de collaboration active avec l'occupant, prit-elle le parti prudent de se joindre à l'insurrection en août 1944. Les murs parisiens portent des plaques rappelant que des policiers y ont perdu la vie, mais c'est peu de chose en regard de ce qu'aurait pu leur faire payer la colère du peuple.

Il arrive cependant que les forces armées ne tournent pas casaque, qu'elles obéissent sans état d'âme et mettent même de l'enthousiasme dans la répression. Dans ces cas-là, l'insurrection est presque toujours écrasée, et c'est le massacre. Après la révolution de février 1848, le gouvernement provisoire dirigé par Lamartine ne pouvait pas s'en remettre à la garde nationale face à un prolétariat parisien de plus en plus agité : elle avait fait défection en février et précipité la chute de Louis-Philippe. (Comme disait Henri Monnier à propos de son bourgeois type, « le sabre de monsieur Prudhomme est fait pour défendre les institutions et au besoin pour les combattre ».)

Lamartine, ce doux poète, avait donc fait recruter une force spéciale de 20 000 hommes, la garde mobile, entraînée au maintien de l'ordre. Mais elle non plus n'était pas vraiment sûre car composée de jeunes gens de même origine sociale que ceux auxquels ils risquaient d'être confrontés (dans ses *Souvenirs d'un révolutionnaire*, Gustave Lefrançais raconte qu'il avait failli s'y engager pour gagner son pain¹³). Lors de la fête de la Concorde, le 21 mai 1848, Tocqueville assistait à un grand défilé sur le Champ-de-Mars. Derrière la garde nationale des beaux quartiers puis celle des faubourgs, « les bataillons de la garde mobile firent entendre des acclamations diverses qui nous laissèrent pleins de doute et d'anxiété sur l'intention de ces jeunes gens ou plutôt de ces enfants qui tenaient alors, plus que personne, dans leurs mains notre destin ». Un mois plus tard, ces inquiétudes étaient dissipées. « Ces jeunes gens indisciplinés qui tous étaient fils, frères ou parents d'insurgés, et dont les dispositions étaient fort douteuses » se battirent avec la dernière énergie. « Une fois engagés, ils firent des prodiges. Ils allaient à la guerre comme à la fête¹⁴ », fusillant les prisonniers, achevant les blessés, portant le massacre aux quatre coins de la ville insurgée. C'est par des prolétaires (et par des paysans amenés par trains entiers) que les ouvriers parisiens furent écrasés lors des journées de Juin 1848.

En Allemagne, après la révolution de novembre 1918, l'armée était en pleine décomposition : des

conseils de soldats s'étaient formés partout, on avait arraché aux officiers leurs insignes de grade, on n'obéissait plus aux ordres. Le haut commandement et le gouvernement provisoire de Ebert-Noske chargèrent alors le général Mächer d'organiser une force spéciale, les *Freikorps*. Les officiers furent facilement recrutés parmi les milliers de *junkers* qui voyaient dans la démobilisation la fin de leur carrière. (Le plus célèbre d'entre eux, Ernst von Salomon, raconta plus tard son expérience dans *Les Réprouvés*.) Les hommes de troupe provenaient d'unités d'élite, souvent déjà engagées dans la lutte contre les rouges dans les pays baltes. Leur solde, très élevée, était payée grâce aux apports des grands industriels allemands. Soudés par la haine de la révolution, ces mercenaires jouèrent, on le verra, le rôle principal dans la répression de l'insurrection spartakiste en janvier 1919.

Les insurrections à venir devraient être très différentes de ces événements tragiques. Il n'existe plus, on l'a dit, de centres symboliques du pouvoir à prendre d'assaut. Mais même si l'appareil d'État revêt aujourd'hui des formes diffuses, même si le mouvement insurrectionnel cherche à bloquer son fonctionnement plutôt qu'à l'abattre dans une confrontation directe, on peut prévoir qu'en France (par exemple) le pouvoir en place fera garder militairement la télévision et la radio, les réserves pétrolières, les gares, les aéroports,

les *data centers* et autres points névralgiques. Pour cela, il ne sera pas nécessaire de recruter une force spéciale car elle existe déjà, et depuis longtemps : dès 1944, De Gaulle avait créé les Compagnies républicaines de sécurité (CRS) qui succédaient aux Groupes mobiles de réserve (GMR), célèbres pour leur férocité contre les maquis sous Vichy, aux Glières notamment. Les CRS, eux, connurent leur moment de gloire à l'automne 1948 lors de la répression des grèves insurrectionnelles des mineurs, déployés à plus de 50 000 par le ministre de l'Intérieur socialiste, Jules Moch. Aujourd'hui, en additionnant les escadrons de gendarmes mobiles (quelque 10 000 hommes), les compagnies de CRS (14 000 hommes), les diverses unités spécialisées dans le maintien de l'ordre social (les brigades anticriminalité ou BAC, les brigades spéciales de terrain, les formations antiterroristes, le RAID...), et les gardiens de la paix, on atteint un chiffre total supérieur à 150 000 hommes – sans compter les polices municipales, la police spéciale des transports en commun et du rail, et les diverses formations privées qui veillent à la sécurité des aéroports, des ports, des transports de fonds ou des bijoutiers.

Si l'on raisonne en termes de « rapport de force », il est clair que l'insurrection à venir est mal partie avant même de commencer. Mais ces unités, si bien équipées qu'elles soient, ne constituent pas un tout homogène. Quoi de commun en effet entre les BAC, leurs flashballs, leurs tasers, leur

racisme, et les trios qui arpentent le boulevard de Belleville en confisquant de temps à autre leur réchaud aux vendeurs de maïs grillé? Si la défection des forces de l'ordre est la condition du succès de toute insurrection, les révolutionnaires doivent exploiter les contradictions au sein de ces forces. Pour les faire éclater, il faut faire monter la pression jusqu'au point où une partie du corps policier ne supportera plus la haine qu'on lui porte. Ceux qui vont flancher, ce sont les «flics de base», mal payés, maltraités par leur hiérarchie, qui sont des exploités comme les autres et même davantage. Signifions-leur que nous le savons, qu'ils font partie du peuple, pour qu'un jour ils refusent d'obéir. On dira que ce n'est pas à eux que sera confiée la garde des points névralgiques face à l'insurrection. Mais justement, un mouvement de défection part toujours du bas de l'échelle. On a vu les 5^e et 53^e régiments de ligne fraternisant avec les insurgés le 29 juillet 1830 : la ligne était moins bien payée et moins bien considérée que la garde, elle était postée là où l'on ne s'attendait pas à grand-chose et il est logique qu'elle ait été la première à passer du côté du peuple. Dans le tout-venant de la police française d'aujourd'hui, les femmes, les Noirs, les Arabes sont de plus en plus nombreux. On peut prévoir qu'ils et elles n'auront guère à cœur de défendre un régime qui les méprise toujours plus ouvertement. «La police avec nous!», voilà ce qu'il faut leur faire entendre.

Parlementarisme

Quelques jours avant l'insurrection du 18 mars 1871, les bataillons populaires de la garde nationale réunis en assemblée générale au Vauxhall décident de créer un comité exécutif pour « protéger le pays mieux que n'ont pu le faire jusque-là les armées permanentes et défendre par tous les moyens possibles la République menacée ». Ce groupe d'une trentaine de membres, qui prend le nom de Comité central de la garde nationale, assurera la coordination de la journée insurrectionnelle. Dans la semaine qui suit, installé à l'Hôtel de Ville, il organise les approvisionnements, évite tout désordre, réprime sans trop de violence les tentatives contre-révolutionnaires des beaux quartiers – bref il tient la place d'une administration qui s'est volatilisée. (Le parallèle me semble s'imposer avec la Commune insurrectionnelle qui prit le pouvoir à l'Hôtel de Ville dans la nuit du 9 au 10 août 1792, prépara l'insurrection du lendemain et joua par la suite un rôle essentiel face à la Convention.) Mais le Comité central de la garde nationale n'a pas été élu selon les règles, c'est un « avènement d'obscurs » dit Lissagaray (comme, du reste, la Commune

de 1792), même si l'on y trouve Varlin, Ranvier, Flourens, personnages bien connus dans les quartiers populaires. Il ne se considère donc pas comme légitime pour gouverner la ville et il est donc décidé d'élire une assemblée parisienne représentative. Certains esprits lucides voient le danger. Lefrançais : « Lorsque les citoyens du IV^e arrondissement m'ont fait l'honneur de me porter sur la liste des candidats, ma première pensée a été de refuser [...] Il me semble que cet appel au suffrage universel pour constituer un gouvernement révolutionnaire fera fatalement retomber celui-ci dans l'ornière du parlementarisme. Une sorte de Comité purement exécutif des décisions prises dans les assemblées populaires des divers quartiers de Paris, se prononçant directement sur toutes questions, que ce soit politiques, militaires, administratives et économiques, me paraîtrait préférable à cette nouvelle délégation de la souveraineté populaire [...] Enfin, le mode de votation lui-même ne me convient pas. Je ne reconnâtrai jamais aucune validité au suffrage universel tant qu'il se manifestera au moyen d'un scrutin secret¹⁵. »

Mais le désir électoraliste était trop fort : le 28 mars, dix jours après l'insurrection, dans une fête grandiose devant l'Hôtel de Ville, le Comité central de la garde nationale remettait ses pouvoirs à l'assemblée élue, le Conseil général de la Commune. Sur les quelque 80 membres de ce Conseil – appelé désormais « Commune » – les travailleurs

étaient en majorité, ce qui ne s'est jamais reproduit depuis dans ce pays : une trentaine d'ouvriers, « la pensée, l'effort, l'honneur du prolétariat parisien » (Lissagaray), des employés et comptables (parmi lesquels les blanquistes Jourde, Eudes, Ferré), des journalistes (dont Vallès). Cette composition ne permit pas d'éviter les errements habituels aux assemblées représentatives. La Commune prit certes des mesures importantes : la séparation de l'Église et de l'État, la laïcisation de l'enseignement, l'abolition de la conscription, la transformation du Mont-de-Piété en banque populaire pour les associations et la restitution gratuite des objets mis en gage, la confiscation des ateliers abandonnés par les patrons, la gestion ouvrière des entreprises appartenant à la Ville et à l'État. Un ensemble respectable, même si le manque de temps ne permit pas de le mettre entièrement en application. Mais l'assemblée communale fut incapable d'organiser la défense. Tandis que les Versaillais avançaient méthodiquement jusqu'à la ligne des forts, les débats à l'Hôtel de Ville ne portaient le plus souvent que sur des points secondaires. Et comme dans tout parlement, des factions se formèrent, qui passèrent l'essentiel du temps à se quereller avec, pour finir, la scission entre une majorité qui voulait confier la direction à un « Comité de salut public » comme en 1793, et une minorité qui refusait cette « usurpation de la souveraineté du peuple ».

Le vendredi 19 mai, trois jours avant l'entrée des Versaillais dans Paris, les canons ennemis tirent sur la ville de Montrouge à Saint-Ouen, de Neuilly à Clichy. La Commune tient séance. On discute de la réforme du régime des prisons, de la commission de justice où il manque deux membres, de rectifications à apporter aux comptes rendus de l'*Officiel*, des indemnités à verser aux victimes de l'explosion de la poudrière de l'avenue Rapp, le tout entrecoupé d'altercations entre majoritaires et minoritaires. Rien, pas un mot sur la catastrophe en cours¹⁶. Cette cécité, cette paralysie parlementaire sont à mon sens la principale cause de la défaite de la Commune, qui partait pourtant d'une position favorable au lendemain de l'insurrection : Paris pouvait rassembler une armée de 100 000 hommes qui n'auraient manqué ni de fusils, ni de munitions, ni de canons, et en face, les 15 000 hommes concédés au gouvernement par Bismarck ne pesaient pas bien lourd.

Encore le Conseil général de la Commune n'a-t-il été qu'inefficace. Il y a eu bien pire : lorsque la Constituante élue en mai 1848 fit écraser par Cavaignac la grande insurrection prolétarienne de juin ; ou en Allemagne quand, deux jours seulement après la victoire révolutionnaire de novembre 1918 qui fit voler en éclats l'empire allemand, les sociaux-démocrates organisèrent en hâte l'élection d'une « assemblée des ouvriers et soldats » solidement contrôlée par eux, qui confia

le pouvoir à Ebert – lequel allait bientôt organiser l'écrasement de l'insurrection spartakiste.

Comment expliquer qu'après une insurrection victorieuse, la nécessité soit si souvent ressentie de recourir au suffrage universel ? Il y entre sans doute une quête de légitimité, surtout depuis qu'il existe, dit-on, une « opinion internationale » qu'il faut rassurer (entendre : des marchés, des investisseurs dont on veut éviter la fuite). Mais aussi – prudente incursion dans le domaine de la psychologie collective – un souci de se racheter d'avoir transgressé l'ordre établi qui garde sa valeur symbolique malgré ses iniquités. « La fondation d'un nouveau cadre de pensée est une expérience effrayante pour le fondateur », écrit un psychanalyste¹⁷. Cet effroi, les révolutionnaires ont à s'y préparer pour mieux le conjurer le temps venu.

Il est habituel qu'une assemblée élue dans la foulée d'une victoire de la révolution soit contre-révolutionnaire. Le mouvement qui a renversé le pouvoir en place n'est jamais majoritaire. Avec le suffrage universel, c'est la masse flottante qui se fait entendre, masse dont le sentiment dominant est justement l'effroi, la peur de l'inconnu, du chaos, de l'apocalypse. Elle se rassure en votant pour des hommes qu'elle connaît, des personnalités issues du régime abattu. Il est dans la nature même du « processus constituant » de faire revenir le passé, comme l'ont récemment montré les élections tunisiennes d'octobre 2014 qui ont amené

le retour massif de figures bien connues du temps de Ben Ali.

Dans la démonstration que le parlementarisme fonctionne comme fossoyeur des mouvements populaires, il existe un argument, certes *a contrario* mais de taille. Jusqu'à présent, l'Occident n'a connu que deux grandes révolutions victorieuses, la Révolution française et la révolution russe de 1917 (j'écarte la révolution anglaise dont le triomphe en 1688 fut une restauration monarchique sous contrôle néerlandais). Or, au cours de ces deux révolutions dont les péripéties n'ont pas altéré l'éclat, le parlementarisme a été évité, ou défait quand il était installé.

Au printemps 1793, la France révolutionnaire se trouve dans une situation presque désespérée. Aux frontières, l'armée commandée par Dumouriez (qui va bientôt passer à l'ennemi) est écrasée par les Autrichiens à Neerwinden, ce qui entraîne l'évacuation de la Belgique et de la rive gauche du Rhin. La guerre se porte sur le territoire français. À l'intérieur, l'insurrection vendéenne éclate en mars et remporte immédiatement des succès spectaculaires. Des deux côtés, la route de Paris est ouverte. Partout disparaissent les denrées de première nécessité, des queues se forment devant les boulangeries, des boutiques sont pillées, l'armée elle-même manque de vivres et de chaussures.

La Convention, qui s'était réunie en septembre 1792 dans une atmosphère de liesse, est devenue le théâtre d'une lutte à mort entre les modérés de la Gironde et les Montagnards soutenus par le mouvement populaire des sections. Les Girondins, majoritaires à l'Assemblée, mènent une politique économique de laisser-faire et sont incapables de réagir face aux désastres militaires. Les débats à la Convention ne sont plus que des échanges d'injures – on se souvient du fameux discours du girondin Isnard menaçant Paris de destruction totale (« On chercherait sur les rives de la Seine si cette ville a existé »). La situation est bloquée, le parlementarisme a conduit à l'impuissance, demain l'Europe coalisée et la contre-révolution intérieure risquent de l'emporter. C'est alors qu'a lieu le grand sursaut : les 31 mai et 2 juin 1793, les sans-culottes envahissent la Convention, la Commune insurrectionnelle fait braquer ses canons et, pour finir, 22 députés girondins sont déchus de leur mandat et mis en état d'arrestation (chez eux). Ce troisième grand moment de la Révolution – après le 14 juillet 1789 et le 10 août 1792 – marque la fin momentanée du parlementarisme. Le système qui va fonctionner pendant un an, entre l'été 1793 et le 9 thermidor (27 juillet 1794), n'est plus parlementaire. La Convention continue à jouer son rôle de tribune populaire mais ce sont les onze membres du Comité de salut public, organe collectif issu du corps législatif, qui vont sauver la Révolution et la conduire à la victoire.

Dans l'historiographie ordinaire, l'expulsion des Girondins, l'« amputation » de la Convention, est présentée comme un coup d'État, le péché originel qui va conduire à la Terreur. Pourtant Michelet, de cœur avec les Girondins et qui déteste Robespierre, écrit : « La politique girondine aux premiers mois de 1793 était impuissante, aveugle ; elle eût perdu la France¹⁸. »

À Petrograd, au soir du 25 octobre 1917 l'insurrection l'a emporté, les membres du gouvernement provisoire sont en fuite ou en prison. Le Congrès panrusse des soviets, qui s'est tenu à Smolny au cours même des combats, a voté la formation d'un Conseil des commissaires du peuple, composé uniquement de bolcheviks. Mais ce conseil ne peut être que provisoire : en effet, l'instance suprême, la future Assemblée constituante, aura pour tâche d'organiser un gouvernement représentatif des différents mouvements socialistes. Cette assemblée est réclamée par tous les partis depuis la révolution de Février. Parmi les bolcheviks eux-mêmes, l'idée est soutenue par l'aile « droite » (Kamenev, Riazanov, Lou-natcharski) qui défend une politique de coalition avec tous les socialistes – mais non par Lénine, pour qui la réunion d'une telle assemblée n'est qu'une « fantaisie libérale », un « recul par rapport au pouvoir des soviets ». Mais renoncer à cette assemblée n'est guère possible car pendant des mois sa convocation sans cesse retardée a été l'un

des sujets alimentant l'agitation populaire, y compris chez les bolcheviks. Les élections générales ont donc lieu à la fin novembre et, comme prévu, les socialistes révolutionnaires (les SR), les mieux implantés en milieu paysan, l'emportent largement. Avec 175 députés sur 707, les bolcheviks sont nettement minoritaires, même avec l'appoint de 40 SR de gauche¹⁹. L'Assemblée constituante se réunit le 18 janvier 1918, élisant comme président – contre Maria Spiridonova, SR de gauche soutenue par les bolcheviks – le vieux SR Tchernov. Elle rejette une « déclaration des droits du peuple travailleur et exploité », présentée par Sverdlov, qui reprend l'essentiel des revendications bolcheviques sur la paix, la terre aux paysans, le pouvoir des soviets. Mais cette première séance est interrompue par l'intervention d'un jeune marin anarchiste. La garde rouge fait évacuer la salle. Il n'y aura pas d'autre séance, les gardes rouges refuseront l'accès aux députés qui se présenteront le lendemain. C'est la fin d'un parlementarisme qui n'aura duré que quelques heures.

Dans l'historiographie traditionnelle, la dissolution de l'Assemblée constituante est présentée comme un coup d'État bolchevique, un péché originel. Même Rosa Luxemburg reproche à Lénine et Trotski d'avoir envoyé aux oubliettes cette assemblée issue d'un « vote populaire émis sur la base du droit de suffrage le plus démocratique du monde ». Cette mesure, dit-elle, « a été

décisive pour leur attitude ultérieure; elle fut en quelque sorte le point où a tourné leur tactique²⁰ ».

Ce n'est pas par inadvertance que j'emploie les mêmes mots que pour l'élimination des Girondins, et d'ailleurs le lien entre les deux est un lieu commun réactionnaire: «Le précédent de la Révolution française, et plus spécifiquement de sa période jacobine, a servi depuis 1917 d'absolution générale à l'arbitraire et à la Terreur qui ont caractérisé toute l'histoire soviétique, avec des intensités variables selon les périodes²¹.» Ce que les bons apôtres de la démocratie parlementaire ne disent pas, c'est qu'avec l'Assemblée constituante de janvier 1918 contrôlée par les socialistes modérés, tout était en place pour le retour de l'ordre ancien, modernisé certes, débarrassé du tsarisme, mais où chacun aurait été à sa place et les pauvres à la dernière.

On aurait pu croire que le goût du parlementarisme baisserait avec les mouvements apparus en 2011 dans la foulée des révolutions tunisienne et égyptienne, les diverses formes d'*Occupy* lancées dans le monde entier, le «mouvement des places» à Athènes, à Madrid, à Istanbul. Ces mouvements ont eu le mérite de rassembler des centaines de milliers de «gens», dont beaucoup n'étaient jamais politiquement descendus dans la rue. Mais les revendications exprimées – contre les inégalités, contre les diktats du FMI et de la

Banque mondiale, contre les violences policières – n'étaient pas sensiblement différentes de celles de l'extrême gauche, dont la rhétorique nous fatigue les oreilles depuis tant d'années. Dans ces rassemblements, il a souvent été question de *démocratie directe*, surtout sur la place Syntagma, ce qui est logique car la notion découle d'une idéalisation de l'agora athénienne. (Pour Castoriadis, grand intellectuel national, «la vie politique du peuple grec s'arrête aux alentours de 404 av. J.C.²²») Sur cette place, les Athéniens modernes ont mis l'idée en application. Ils ont réuni des assemblées plénières, créé des commissions thématiques, organisé des prises de parole et discuté d'une future Constitution. Le gagnant, en fin de compte, n'a pas été la police mais l'ennui, et ce qui en reste, trois ans plus tard, c'est le succès électoral de formations politiques «radicales» comme Syriza en Grèce et Podemos en Espagne, qui profitent du vide créé par l'affaissement des partis traditionnels. Or jamais en Occident l'élection au suffrage universel d'un parti ou d'une coalition «de gauche» n'a apporté de bouleversement dans le sens de l'intérêt commun. Blanqui : «Pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par les plantations d'arbres de la liberté, par des phrases sonores d'avocats, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille²³.» On parle souvent des «conquêtes du Front populaire» dans la France

de 1936. C'est une captation d'héritage. Baptiser *Front populaire* une station de métro ne fera pas oublier que tous les acquis ont été arrachés par les grèves avec occupation de l'été 1936, qui ont commencé avant même la première séance de la nouvelle assemblée, avant la constitution du gouvernement Blum. C'est la terreur du patronat et de la classe politique devant ce mouvement ouvrier sans précédent, c'est *la perspective de l'insurrection* qui les a poussés à signer en hâte les accords Matignon et à promulguer des lois qui leur sont restées en travers de la gorge. Du reste, une fois calmée la vague de grèves, le gouvernement socialiste-radical avec appui communiste a repris le cours ordinaire des lâchetés et des mensonges, et la Chambre de Front populaire a terminé sa course en votant les pleins pouvoirs à Pétain.

Avant-garde

Avec *Que faire ?* qui date de 1902, Lénine s'inscrit à nos yeux dans la lignée de Filippo Buonarroti (dont il n'avait sans doute jamais entendu parler) et d'Auguste Blanqui (avec lequel il a toujours marqué ses distances, « blanquiste » sous sa plume étant loin d'être un compliment). Tout dans cette lignée repose sur un parti de révolutionnaires professionnels qui conduit l'action de « masses », tenues pour peu éduquées politiquement.

Pendant la première moitié du ^{xx}e siècle, les mouvements révolutionnaires se réclamant du marxisme ont considéré un tel parti « d'avant-garde » comme une absolue nécessité. En 1983 encore, Ernest Mandel, éminent intellectuel de la IV^e Internationale, écrivait qu'« une organisation d'avant-garde est nécessaire afin de surmonter le fossé provoqué par le développement inégal entre la combativité et la conscience de classe. Si les travailleurs étaient tout le temps au point le plus haut de combativité et de conscience de classe, une telle organisation ne serait plus nécessaire. Mais, malheureusement, ils ne le sont pas et ne peuvent

l'être à tout moment sous le capitalisme. Il est donc nécessaire qu'un groupe de personnes incarne de manière permanente un haut niveau de combativité, d'activité et de conscience de classe²⁴ ».

Mais après l'écroulement du communisme de caserne, le parti d'avant-garde a rejoint dans les gravats le centralisme démocratique et la dictature du prolétariat. Pour entendre parler d'avant-garde dans le paysage occidental actuel, il faut chercher parmi les groupuscules trotskistes les plus sectaires ou parmi ce qui reste de maoïstes rigides. Les autres ont enterré tout cela depuis longtemps, en douce ou explicitement. En Angleterre toutefois, le SWP, le *Socialist Workers Party*, continue à se dire parti d'avant-garde et à fonctionner sur le mode centraliste démocratique (congrès bétonnés, ligne bureaucratique, exclusion des déviants), mais de scission en scission son avenir semble de plus en plus problématique.

Petit développement hors sujet. Depuis la réaction des années 1990, le rejet quasi général de la notion d'avant-garde politique a eu comme effet collatéral une dépréciation presque aussi générale des avant-gardes artistiques surgies dans les années révolutionnaires autour de 1920 : magnifique bouleversement dans les domaines de la peinture et du collage, de l'architecture et du design, de la photographie et du cinéma, de la musique et de la poésie, sans oublier la typographie, l'art de l'affiche et les

décors de rue. Malgré la diversité, on peut parler de *mouvement* car les hommes et les femmes qui l'animaient se connaissaient et se rencontraient souvent au cours de leurs voyages entre la Russie soviétique, l'Allemagne, la Hollande et (un peu) la France. Beaucoup étaient communistes et quelques-uns le sont restés par la suite. Mais sauf erreur, ils ne se disaient pas « d'avant-garde » : ce sont les historiens de l'art qui les ont regroupés sous cette appellation. Je ne citerai pas de noms car ils sont trop nombreux, pas plus que je n'énumérerai les magiques expositions organisées à New York et à Berlin, à Moscou et à Amsterdam, à Cologne, à Weimar, à Paris. J'évoquerai seulement une œuvre, peu célèbre car éphémère et anonyme, le *Concert pour sirènes d'usines* qui résonna à Petrograd en 1921 : il donne le sens de ce qui s'est passé dans ces années-là. Or, dans le courant droitier qui domine en France, ce splendide épisode est mal vu. On lui préfère souvent ce qui a suivi, la réapparition du marbre et du bronze, les statues du Trocadéro et la peinture de Derain, tout ce que l'infâme Cocteau a justement nommé « retour à l'ordre » et qui animera bientôt la vie culturelle de la collaboration.

Dans l'idée d'une organisation ayant pour rôle de guider le peuple vers et dans l'insurrection, il y a une sorte de paradoxe. D'un côté, l'accord est presque général pour rejeter le parti de type blanquiste-léniniste. Mais de l'autre, les sceptiques,

ceux qui jugent l'insurrection actuellement impossible dans un pays comme la France (par exemple), posent une question qu'on ne peut écarter si facilement : « Où est le groupe, la force tant soit peu structurée qui serait capable d'impulser et de diriger l'insurrection dont vous parlez ? » Il est vrai qu'une telle force n'existe dans aucun pays « développé » actuel. L'extrême gauche est tantôt réformiste derrière un discours pseudo-révolutionnaire, tantôt microgroupusculaire et inaudible. Mais de cette absence, peut-on conclure que l'insurrection n'est pas possible ? Cette question en appelle une autre, formulée dans les mêmes termes que pour le manque de « politisation » évoqué plus haut : les insurrections passées, victorieuses ou non, ont-elles vraiment été lancées et dirigées par des partis homogènes, soudés et disciplinés ?

Les insurrections des ^{xx}e et ^{xxi}e siècles sont trop nombreuses et trop diverses pour donner à la question une réponse simple. Je proposerai de les répartir en trois groupes : celles dont l'on peut dire que *certainement non*, elles n'ont pas été lancées ni dirigées par un parti organisé ; celles où la réponse serait *oui, mais : oui*, un tel parti a bien existé et joué un rôle, *mais* pas celui qu'on lui attribue d'ordinaire ; enfin les insurrections où la réponse est *oui*, sans restriction. Pour justifier ce classement sans doute trop schématique, je m'étendrai sur certaines de ces histoires, au risque de lasser ceux qui les connaissent dans tous les détails.

Certainement non.

Les révoltes lancées sans parti dirigeant sont nombreuses. Entre autres : la révolution mexicaine de 1910, l'insurrection de Pâques 1916 à Dublin, la révolution cubaine, Mai 68 en France, où les militants des organisations à pignon sur rue – les communistes tout spécialement – étaient interdits de parole. Ou encore l'insurrection zapatiste du 1^{er} janvier 1994, menée par l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) qui n'est plus alors l'avant-garde maoïste-léniniste-guévariste de ses débuts mais l'armée des communautés indigènes du Chiapas²⁵. Ou plus récemment l'insurrection égyptienne de 2011, où les Frères musulmans, seul parti organisé, n'entrent dans la lutte qu'à la fin et en traînant des pieds.

Que certaines de ces insurrections-révolutions aient été *par la suite récupérées* par des partis structurés qui les ont conduites avec une brutalité souvent remarquable, cela ne change rien – car encore une fois ce livre porte *sur le moment initial*.

Je traiterai plus longuement de deux cas exemplaires : la révolution russe de 1905 et la révolution espagnole de 1936. (Mon intérêt pour elles remonte à loin – la première, pour son caractère d'ébauche, d'étude comme on dit pour un tableau ; la seconde, parce qu'elle a commencé la semaine de ma naissance, ce qui me donne avec elle une sorte de familiarité.)

Si l'on déroule la liste des critères habituels de possibilité ou de probabilité d'une révolution, il apparaît que celle de 1905 à Saint-Pétersbourg ne répond à aucun d'entre eux : un pays immense peuplé aux neuf dixièmes de paysans, une autocratie arc-boutée sur son droit divin, une police politique (l'*Okhrana*) infiltrant partout ses indicateurs, des tribunaux prompts à expédier les opposants à la potence ou en Sibérie, des ouvriers d'usine groupés en îlots noyés dans l'océan paysan.

L'opposition à l'autocratie est constituée de plusieurs courants. Les libéraux réclament une monarchie constitutionnelle à l'occidentale qui assurerait les libertés publiques. Le parti socialiste-révolutionnaire (les SR), fondé en 1901, est l'héritier des populistes du XIX^e siècle, les *narodniks*. Il en a gardé la base paysanne et la tradition terroriste (en juillet 1904, le ministre de l'Intérieur, Plehve, est déchiqueté dans un attentat à la bombe. Son prédécesseur avait été revolvérisé.). Pour les SR, le sujet révolutionnaire russe est le paysan et le socialisme sera rural, fondé sur le *mir*, la coopérative villageoise traditionnelle.

Du côté des marxistes, les premiers contacts avec la classe ouvrière naissante se sont noués à Saint-Pétersbourg lors d'une grève des ouvriers du textile en 1896. Deux ans plus tard, c'est sous l'impulsion du Bund – l'Union des ouvriers juifs de Russie, de Pologne et de Lituanie, très active

aux marges de l'empire, de Vilna à Odessa, dans le yiddishland – que se tient le premier congrès du parti social-démocrate russe, à Minsk, le 1^{er} mars 1898²⁶. (On ne doit pas attribuer au syntagme « social-démocrate » de l'époque la charge négative qu'il revêt aujourd'hui. Le parti ne prendra le nom de « communiste » qu'en 1918.)

Quelques semaines après, neuf des membres fondateurs sont arrêtés en même temps que des centaines de militants. C'est donc du deuxième congrès, qui se tient à Bruxelles puis à Londres à l'été 1903, que date la vraie naissance du parti. Le programme, rédigé par Plekhanov et Lénine, comporte pour la première fois le mot d'ordre de la « dictature du prolétariat ». Mais sur la question des statuts, deux tendances s'opposent, l'une dirigée par Martov (un bundiste), qui soutient l'idée d'un parti largement ouvert à toutes les forces révolutionnaires et qui ne refuse pas le concours des bourgeois libéraux, l'autre dirigée par Lénine, pour qui le parti ne peut être qu'une avant-garde disciplinée et homogène. Après de longs débats, la tendance de Lénine l'emporte grâce au retrait du Bund, qui quitte alors le parti social-démocrate. C'est la scission entre bolcheviks (ou majoritaires) et mencheviks, qui n'est pas une question de personnes mais une divergence essentielle entre deux façons de mener l'action révolutionnaire.

Le célèbre Dimanche rouge (9 janvier 1905), bruyant début de la révolution, a comme toile de fond une double série d'événements désastreux pour le pouvoir tsariste : la guerre russo-japonaise et une agitation sociale sans précédent. « Il nous faut une petite guerre victorieuse » avait dit Plehve au ministre de la Guerre²⁷. Les hommes jaunes n'allaient pas tenir longtemps face à la plus puissante armée du monde. Mais les Japonais, réalisant le coup qu'ils répéteront trente-sept ans plus tard à Pearl Harbor, attaquent sans préavis et détruisent l'escadre russe à Port-Arthur (janvier 1904). La suite n'est faite que de catastrophes : capitulation de Port-Arthur, défaite en Manchourie et pour finir, destruction devant les îles Tsushima de l'escadre de la Baltique qui a fait le tour du monde pour venir au secours d'une armée russe en perdition. La Russie doit demander la paix.

Ces défaites ont pour effet d'alimenter l'agitation intérieure. Même un noble libéral, le prince Troubetzkoï, écrit que le régime « doit se soumettre au contrôle du pays et gouverner avec la société et non contre elle²⁸ ». Pour calmer le mécontentement des ouvriers, le gouvernement a mis en place un syndicat officiel, l'Union des ouvriers d'usine. Au printemps 1904 est parvenu à sa tête le pope Gapone, sorte de prêtre ouvrier avant la lettre, personnage charismatique tiraillé entre son loyalisme envers un tsar supposé bon et compatissant et le spectacle de la misère ouvrière.

(On a dit qu'il était lié à l'*Okbrana*, mais ce n'est pas prouvé.)

En décembre 1904, un conflit éclate aux usines Poutilov de Saint-Pétersbourg, le plus grand complexe industriel du pays, qui emploie quelque 13 000 ouvriers. À la suite du licenciement de quatre d'entre eux – et dans le trouble provoqué par la nouvelle de la chute de Port-Arthur après sept mois de siège – les usines Poutilov se mettent en grève (3 janvier 1905). Le mouvement se répand dans la ville qui est rapidement paralysée, privée d'électricité, de tramways et de journaux. En collaboration avec les grévistes, Gapone rédige alors une pétition au tsar, dont une partie reste humble mais une autre prend une tournure nettement revendicatrice. Du jeudi 6 au samedi 8 janvier, la pétition recueille 150 000 signatures et il est décidé de la présenter au tsar le dimanche 9. Ce jour-là, les cortèges populaires convergent des quartiers ouvriers vers le palais d'Hiver. En tête de l'un d'entre eux, Gapone, derrière lequel la foule endimanchée, sans armes, avec femmes et enfants, porte des icônes et chante des cantiques. Quand les cortèges arrivent au contact des troupes en tenue de combat qui quadrillent le centre de la ville, les sommations sont inaudibles, noyées dans les chants et les prières, et les premières salves déclenchent la panique. La foule s'écrase contre les grilles du palais d'Hiver, les morts se comptent par centaines. Le massacre

se prolonge dans la ville tout l'après-midi et la chasse aux suspects va remplir les prisons. (On peut faire le parallèle avec le massacre du Champ-de-Mars, le 17 juillet 1791 – un dimanche là aussi – où la foule pacifique venue signer une pétition invitant le peuple à « reprendre l'exercice du pouvoir souverain » fut mitraillée par les troupes de Bailly et Lafayette.)

La première réaction vient des étudiants qui organisent dès le lendemain des collectes en faveur des victimes. L'université de Saint-Petersbourg entre en grève, suivie par les avocats. L'agitation se répand parmi toute l'intelligentsia du pays, plutôt libérale mais désormais violemment hostile à l'autocratie. Les ouvriers de Saint-Petersbourg poursuivent leur mouvement, qui diffuse jusqu'à déclencher un mouvement insurrectionnel à Varsovie. À l'occasion du 1^{er} mai, une nouvelle vague de grèves secoue la Pologne. À Lodz, le « Manchester polonais », le Bund lance un véritable soulèvement, les ouvriers attaquent la police et l'armée avec des fusils arrachés aux troupes, montent des barricades : c'est la première fois que des ouvriers prennent les armes contre l'autocratie. Le comité central du Bund pourra conclure : « Le prolétariat, qui a déjà tant souffert pour la cause de la liberté, ne s'arrêtera plus sur le chemin de la révolution. Petersbourg, Varsovie, Lodz, Odessa : le flot révolutionnaire monte sans cesse, irrésistible. Prolétaires, tenez-vous prêts ! ²⁹ »

Mais la suite n'est qu'une lente décrue sur plusieurs mois, entrecoupée de sursauts héroïques mais sans lendemain : grève générale lancée par les ouvriers typographes de Moscou, mutinerie de la base navale de Cronstadt, émeute de la flotte de la mer Noire (le cuirassé *Potemkine*), semaine de barricades à Moscou en décembre... L'ordre finit par être rétabli à la fin de l'année 1905. Un événement toutefois a eu lieu, dont le souvenir sera décisif douze ans plus tard : la création en octobre, au plus fort de la grève générale, du soviet de Saint-Pétersbourg. Formé de députés directement élus par les usines, il compte vite plus de 500 membres et organise la résistance pendant cinquante jours. Il a pour vice-président puis président un menchevik de 26 ans dont le nom de guerre est Trotski. Les partis bolchevique, menchevique et SR y envoient chacun dix observateurs *avec voix consultative, mais non droit de vote*. Il ne s'agit pas d'un détail mais d'un signe essentiel : ces partis, loin d'avoir lancé et conduit le mouvement, sont restés à ses marges et n'ont tenté que fort tard de monter dans les derniers wagons du train en marche.

La révolution espagnole de 1936 ne ressemble en rien à la révolution russe de 1905 sauf sur un point, celui de n'avoir pas été initiée, elle non plus, par un parti d'avant-garde homogène. Il n'est pas question de mettre en parallèle ces deux événements en se fondant sur ce dénominateur commun

négatif mais seulement de montrer, à partir d'une histoire très différente, qu'une révolution peut se déclencher sans parti dirigeant.

Ce ne sont d'ailleurs pas les révolutionnaires qui ont provoqué le début de la révolution espagnole mais le soulèvement militaire parti du Maroc le 17 juillet 1936. Comme l'écrit l'anarchiste Federica Montseny, « L'insurrection militaire eut pour conséquence de précipiter la révolution que tous désiraient, mais que personne n'attendait si tôt³⁰. » Le gouvernement républicain bourgeois avec soutien socialiste, issu de la victoire électorale du Front populaire en février, tergiverse et refuse de livrer des armes aux ouvriers, mais la réponse populaire au putsch est immédiate. Le 18 juillet, à Madrid, des centaines de milliers de manifestants se rassemblent sans attendre le mot d'ordre d'aucune organisation, réclament des armes – qu'on leur refuse – et prennent néanmoins le contrôle de la ville. Le 19, à Barcelone, les comités de défense de quartiers, groupes de combat anarchistes, organisent l'attaque contre l'armée putschiste. Abel Paz, alors jeune marchand de journaux (il sera un jour le biographe de Durruti), se souvient : « Le comité de défense avait mis au point le stratagème suivant : laisser les troupes avancer jusqu'au centre-ville sans les attaquer, puis élever des barricades sur leurs arrières pour empêcher leur repli dans les casernes. Des groupes d'ouvriers investirent les égouts et les tunnels du métro ; c'est ainsi qu'ils se

déplacèrent à travers la ville jusqu'à parvenir sur les arrières de l'ennemi. Cette stratégie atteignit son but. Les soldats furent harcelés du haut des toits et de derrière les barricades [...] On stoppa également l'avance des troupes sur la place de Catalogne, au carrefour de l'avenue Diagonal et du Paseo de Gracia et sur le quai le long de la place du Palais [...] À partir de 13h, toutes les forces populaires se concentrèrent sur les Ramblas et aux abords de la place de Catalogne, face à la troupe retranchée dans le central téléphonique et l'hôtel Colon. C'est alors que surgit de la rue Fontanella une compagnie de gardes civils, avec à leur tête le colonel Escobar. Nul ne s'opposa à leur passage et les gardes prirent position sur la place de Catalogne avec l'intention manifeste de marcher sur l'hôtel Colon. Aussitôt et comme par enchantement, les militaires cessèrent le feu. Il y eut un moment de flottement parmi les ouvriers car personne ne savait si les gardes civils venaient au secours des assiégés ou pour faire cause commune avec le peuple. Cependant, la situation s'éclaircit rapidement. Durruti, qui se trouvait parmi ceux qui assiégeaient le central téléphonique, donna l'ordre de se lancer sur l'édifice, lequel ne tarda pas à tomber entre leurs mains, les factieux ayant hissé le drapeau blanc. Les soldats retranchés dans l'hôtel Colon hissèrent eux aussi le drapeau blanc et se rendirent aux gardes civils³¹. » (Une fois encore, le passage d'une partie des forces de

l'ordre du côté du peuple a emporté la décision.)

Si le putsch est écrasé à Madrid et Barcelone, il a réussi ou va rapidement l'emporter à Séville et à Saragosse, bastions anarchistes pourtant. Mais au soir du 20 juillet, ce n'est plus à un débile gouvernement bourgeois que le soulèvement militaire doit faire face, c'est à une révolution populaire.

À ce moment initial, les deux grandes forces révolutionnaires sont les anarchistes et les socialistes. Chez les anarchistes, c'est le syndicat, la CNT (*Confederacion National del Trabajo*), qui représente presque à elle seule l'organisation, avec un noyau dur, la FAI (*Federacion Anarquista Iberica*), l'élite des militants. Elle a ses points forts chez les ouvriers d'industrie en Catalogne et les ouvriers agricoles d'Andalousie, avec une bonne implantation parmi les ouvriers du bâtiment à Madrid et dans quelques localités des Asturies. Le parti socialiste a lui aussi son syndicat, l'UGT (*Union General de Trabajadores*), puissant à Madrid et à Bilbao, qui a mis de côté son réformisme initial pour devenir une organisation de masse acquise à la révolution sociale. C'est autour de l'UGT que s'était formée l'Alliance ouvrière, front unique des syndicats et partis ouvriers y compris la CNT locale, qui avait dirigé l'insurrection des Asturies en octobre 1934 : pendant une semaine, les mineurs (dont les fameux *dinamiteros*) avaient tenu tête aux troupes de choc, Maures et Tercio. La répression avait été féroce : plus de 3 000 morts

et près de 40 000 ouvriers emprisonnés – que la révolution va libérer.

Outre les anarchistes et les socialistes, il existe au stade initial de la révolution deux autres partis révolutionnaires de moindre importance numérique. Le POUM (*Partido Obrero de Unificación Marxista*) né à Barcelone en 1935 d'une scission du parti communiste stalinien. Il est souvent considéré comme trotskiste, ce qui n'est pas exact : Trotski lui reprochait de rester accroché aux organisations syndicales au lieu de former des soviets. Il ne dépasse guère 3 000 militants, presque tous en Catalogne, mais malgré ses faibles forces il joue un rôle important contre la politique de Front populaire et pour la révolution sociale. Le POUM est la bête noire tant des anarchistes que, surtout, du parti communiste officiel. Ce dernier n'est encore qu'une petite organisation très isolée dans le mouvement ouvrier. Il paye encore cher la politique sectaire du Komintern au début des années 1930, quand les socialistes sont traités de « social-fascistes » et quand toute collaboration avec eux est un péché mortel aux yeux de Moscou.

Des deux grandes forces révolutionnaires, aucune ne pouvait jouer le rôle d'une avant-garde. Chez les anarchistes, c'étaient non seulement la doctrine mais toute la tradition, la manière de vivre et de travailler qui allaient contre l'idée d'une direction centralisée. Après les défaites de l'été 1936, quand les colonnes anarchistes seront

reconverties en armée régulière, quand quatre anarchistes, dont le prestigieux Garcia Oliver et Federica Montseny, entreront au gouvernement central dirigé par un socialiste, ce sera un déchirement. En 1940, Santillan, l'un des opposants à cette collaboration, écrira : « Nous avons sacrifié la révolution sans comprendre que ce sacrifice impliquait aussi le sacrifice des objectifs de la guerre³². »

Pour des raisons différentes, les socialistes sont tout aussi incapables de servir de guides à la révolution. C'est que le parti est clivé en deux tendances inconciliables, l'une révolutionnaire et l'autre réformiste. La première est dirigée par Largo Caballero, dont l'itinéraire personnel résume bien ce qu'est l'aile « gauche » du parti. Ouvrier plâtrier, il n'a appris à lire, dit-on, qu'à 24 ans. Militant syndicaliste depuis 1890, condamné aux travaux forcés après les grandes grèves de 1917, gracié et élu député aux Cortès en 1918, il joue un rôle important dans le refus du parti d'adhérer à la III^e Internationale. Mais son expérience de ministre du Travail du gouvernement Azaña au début de la république le convainc de la vanité de la voie réformiste légale. En 1934, c'est sous son impulsion que se forme l'Alliance ouvrière dont on a vu le rôle dans l'insurrection des mineurs asturiens. Emprisonné, il a le temps de lire, découvre les classiques du marxisme, s'enthousiasme pour *L'État et la révolution* de Lénine et pour la révolution russe qu'il avait tant combattue³³. Cette

évolution est aussi celle de milliers de paysans et d'ouvriers socialistes déçus par la république et la collaboration de classe.

En face de lui, Indalecio Prieto est un rival détesté (c'est réciproque) représentant l'aile réformiste du socialisme espagnol. Lui aussi vient d'une famille pauvre, il a débuté dans la vie comme vendeur de journaux dans les rues à Bilbao. Mais très vite remarqué par un banquier qui le prend à son service, il devient propriétaire du grand journal *El Liberal* et mène conjointement une carrière politique et une activité d'homme d'affaires. C'est lui qui tient en mains l'exécutif du parti, si bien que Largo Caballero, même quand il sera à la tête du gouvernement en septembre 1936, sera obligé de composer avec lui.

À l'été 1936, aucun parti ne peut donc prétendre à un rôle dirigeant, mais dès les premières semaines, cette absence d'avant-garde n'empêche pas (favorise ?) l'essor d'une formidable révolution dans la partie du pays qui n'est pas tenue par les fascistes.

Le gouvernement légal n'a plus guère d'influence que dans la région de Madrid. Le pouvoir réel appartient aux comités ouvriers qui se forment partout. Outre l'organisation et l'armement des milices, ils prennent en charge les terres, les usines et les entreprises dont les propriétaires ont disparu ou sont tenus pour ennemis – c'est-à-dire presque tous les grands domaines et les grandes usines. Ils

sont formés d'une façon qui varie de ville en village et d'une province à l'autre. Dans les usines, ils sont parfois élus par des assemblées générales et les partis et syndicats y sont représentés. Dans les villages contrôlés par les socialistes, c'est souvent le conseil municipal qui devient comité populaire. En Catalogne, les comités sont composés de militants de la CNT-FAI avec participation minoritaire de socialistes et du POUM. Mais quel que soit leur mode de formation, les comités ouvriers prennent tous les pouvoirs, assurant aussi bien l'approvisionnement, le contrôle des prix et le logement des pauvres que l'information ou le maintien d'un certain ordre en l'absence de police. « Les chemins de fer, les tramways et les autobus, les taxis et les navires, les compagnies d'exploitation et de distribution d'électricité, les usines à gaz, les compagnies de distribution d'eau, les usines de machines et d'automobiles, les mines et les cimenteries, les usines textiles, les papeteries, les usines d'appareillage électrique, de produits chimiques, de bouteilles de verre, les usines de produits alimentaires et les brasseries, ainsi qu'une multitude d'autres entreprises furent confisqués ou contrôlés par des comités de travailleurs³⁴. » À Barcelone, les restaurants et les hôtels de luxe servent de réfectoires populaires. Les églises ont brûlé ou tiennent lieu de salles de réunion. Les mendiants sont pris en charge par des organismes d'assistance. Partout, des affiches indiquent que

telle entreprise, tel café, telle boutique est collectivisée par le peuple.

Dans les campagnes, l'action des comités diffère selon les régions. Là où dominant les socialistes, les propriétés confisquées passent souvent aux mains des municipalités qui organisent la production et payent le salaire des ouvriers. La collectivisation des terres n'a lieu que là où la fédération UGT des travailleurs de la terre l'avait établie dès avant la guerre, comme en Nouvelle-Castille et dans la Manche³⁵. Au contraire, dans les régions sous contrôle anarchiste, ce sont les comités populaires qui servent de tribunaux, célèbrent les mariages et les enterrements, dirigent l'exploitation collective et fixent les salaires. Ils sont régulièrement renouvelés pour que chacun puisse en faire partie. Les paysans exploitent en commun leurs propres terres et les domaines confisqués. Dans la plupart des villages, ils suppriment la monnaie : les salaires sont payés en coupons dont la valeur n'est pas proportionnelle au travail fourni mais au nombre de membres de la famille. Les biens de consommation sont distribués dans des magasins communaux. À Fraga, petite ville d'Aragon, « Il y a un magasin général pour le pain, trois pour les produits d'épicerie, trois pour la boucherie, trois pour la charcuterie. Le blé est entreposé dans un magasin réservé aux céréales, puis, au fur et à mesure de la consommation, livré aux moulins communaux qui distribuent la farine aux onze fournils

d'où sortent les miches dorées, bientôt remises pour la distribution³⁶ ». Dans le village aragonais de Calanda, « On a constaté qu'il y avait des collectivités riches et d'autres pauvres. Les pauvres étaient surtout celles de la montagne. Alors, on avait établi ce système : pour élever les cochons, les produits revenaient trop cher ; en revanche, dans la montagne, avec les glands des chênes, l'élevage des cochons était moins onéreux. Aussi, Calanda n'avait plus de cochons déjà fin 1937, et les collectivités de la montagne se chargeaient de nous procurer la viande de porc dont on avait besoin. Et en échange, la montagne avait les tomates, les piments, les haricots qu'ils ne pouvaient pas cultiver et que nous avions en plus³⁷ ».

Ce rêve ne va durer qu'un été. Comment cette révolution a-t-elle été brisée ? Les défaites militaires (Tolède, Badajoz, Irun), l'appui apporté par les Allemands et les Italiens aux fascistes dès le mois d'août, le pacte de non-intervention et des magouilles politiciennes aboutissent à la formation du gouvernement de Largo Caballero en septembre – gouvernement républicain de Front populaire avec participation communiste et, comme on l'a vu, anarchiste. Cette équipe, pour établir un pouvoir central nécessaire, selon elle, à la conduite de la guerre, s'emploie immédiatement à dissoudre les comités populaires. En Catalogne, un Conseil de la Généralité est formé avec le soutien des anarchistes et du POUM, le comité

central des milices est dissous, puis tous les comités ouvriers locaux. Dans les régions « républicaines », les comités populaires sont progressivement remplacés par des conseils municipaux composés de représentants des différents partis. Les bases populaires de la révolution sont partout démantelées.

Cette marche en arrière n'aurait pas été possible sans l'action déterminée et efficace du parti communiste. C'est qu'en août 1935, le Komintern avait pris lors de son VII^e congrès mondial l'un de ces virages dont il était coutumier : la politique sectaire jusque-là dictée aux « partis frères » était abandonnée. La nouvelle ligne enjoignait l'alliance avec les socialistes, hier encore honnis, et avec la partie « progressiste » de la bourgeoisie (radicaux en France, républicains de gauche en Espagne). Dès le début de la révolution, le parti communiste espagnol et son équivalent en Catalogne, le PSUC, se positionnent comme les organisations capables de servir de rempart aux dizaines de milliers d'artisans, de petits industriels, de commerçants, de fermiers et de métayers atterrés par les expropriations et la collectivisation. Le parti écarte toute idée de révolution prolétarienne, épouvantail de la petite bourgeoisie : dans *L'Humanité* du 3 août 1936, on lit que « le peuple espagnol ne lutte pas pour l'établissement d'une dictature du prolétariat » et qu'il « ne connaît qu'un but, la défense de l'ordre républicain dans le respect de la propriété ». Du coup, les adhésions se multiplient, les

sympathisants affluent. Dans la riche province de Valence, productrice de riz et d'oranges, le parti crée une Fédération provinciale paysanne qui s'oppose à la collectivisation des terres lancée par les ouvriers agricoles socialistes et anarchistes. Son secrétaire général peut déclarer : « La sympathie à notre égard dans la région de Valence est telle que des centaines, des milliers de paysans adhéreraient à notre parti si nous le leur permettions³⁸. » En 1937, quand le parti a pris une position dominante, quand le dernier sursaut populaire aura eu lieu en mai à Barcelone, les communistes travailleront *manu militari* à la décollectivisation – bien décrite par Ken Loach dans *Land and Freedom*. En Aragon, la 11^e division commandée par Enrique Lister s'attaque aux collectivités, village après village. À Calanda, Lister fait écrire sur les murs de la mairie : « La collectivisation, c'est le vol ! » « Il y eut des arrestations à Mas de las Matas, à Monzon, à Barbastro, un peu partout. Un peu partout aussi on pillait. Les magasins coopératifs, les dépôts municipaux de vivres furent dévalisés, les meubles brisés. Le gouverneur d'Aragon, qui représentait le gouvernement central, voulut s'opposer à cette razzia. On l'envoya au diable³⁹. »

Puis c'est la liquidation des opposants : en juin 1937, les membres du comité exécutif du POUM sont arrêtés et un procès est monté contre eux sur le modèle de ceux qui ont lieu à Moscou à la même époque. Dans *Hommage à la Catalogne*, George

Orwell décrit cette chasse aux sorcières : Andrès Nin, à qui l'on n'a pas pu arracher d'« aveux », est assassiné, les révolutionnaires étrangers anti-staliniens disparaissent les uns après les autres, les agents du NKVD travaillent librement, des tribunaux spéciaux sont créés pour réprimer toute opposition et toute critique contre l'URSS. Les anarchistes s'alignent : les Jeunesses libertaires entrent dans l'Alliance de la jeunesse antifasciste contrôlée par les communistes. Largo Caballero lui-même (démissionnaire en mai 1937) est arrêté et gardé à vue à son domicile. La mainmise communiste devient totale sur toute la partie du pays qui n'est pas encore tenue par les fascistes. Ainsi, *un parti dirigeant a bien émergé* au cours de la révolution espagnole, mais ce parti a efficacement œuvré à liquider le mouvement révolutionnaire.

Certes, il n'existe plus aujourd'hui ni Komin-tern ni parti communiste occidental autre qu'ectoplasmique. Mais l'on voit bien quelles forces pourraient jouer après l'insurrection victorieuse le rôle qu'a tenu le PCE : réunir et organiser la foule des effarés, crispés sur leurs traites mensuelles et leurs espoirs de promotion, étrangers à toute joie collective et hostiles à tout désordre. La gauche s'emploiera à les rassurer tout en leur donnant bonne conscience par son discours révolutionnaire modéré. Par trois fois en France, elle a réussi à casser le mouvement révolutionnaire lors d'événements qui, sans

La dynamique de la révolte

être des insurrections, n'en étaient pas moins des tremblements de terre : les grèves de mai-juin 1936 (Thorez : « Il faut savoir terminer une grève ») ; la Libération (Thorez encore, ministre de De Gaulle : « Retroussons nos manches, ça ira encore mieux ») et mai 1968 (Séguy : « Aucune complaisance envers les éléments troubles et provocateurs qui dénigrent la classe ouvrière » ; Mitterrand : « Remettre l'État en marche »). Gardons-nous de les oublier.

Oui mais...

L'insurrection d'octobre 1917 à Petrograd et l'insurrection spartakiste de janvier 1919 à Berlin sont comme deux sœurs, l'aînée victorieuse et éclatante, la cadette plongée du début à la fin dans le malheur. Elles ont un air de famille qui vient d'avoir été d'un bout à l'autre inspirées, lancées et guidées par un parti d'avant-garde. C'est du moins ce qu'il est habituel d'entendre dire. L'espace est encore réduit pour la remise en cause des légendes – celle d'une avant-garde disciplinée et efficace à Petrograd sous la direction toujours clairvoyante de Lénine, tandis qu'à Berlin, le parti révolutionnaire divisé et indécis aurait mené l'insurrection à la défaite et au massacre.

En Russie, pendant les longs mois qui s'étirent entre février et octobre, le parti bolchevique suit

une trajectoire en dents de scie. Malgré de graves revers, malgré les erreurs et les divisions internes, le groupuscule de départ va devenir le grand parti dont le rôle sera déterminant dans l'insurrection d'octobre. J'ai choisi de détailler les zigzags de cette ascension en laissant de côté la succession des gouvernements, la « politique », pour suivre la progression du parti⁴⁰.

1. On peut dire que les choses commencent mal : au cours même de la révolution de Février qui abat l'autocratie tsariste, au lieu de voir les soldats et les ouvriers victorieux prendre en mains la conduite du pays, on assiste à l'installation d'un *double pouvoir* qui va louvoyer tant bien que mal pendant des mois pour éviter « l'anarchie et le chaos ». D'une part, dans la nuit du 27 février, alors que les combats ne sont pas terminés, un Soviet de députés ouvriers et soldats se forme au palais de Tauride, « comme un écho, dit Trotski, de la fraternisation qui, ce jour-là, avait décidé du sort de la révolution ». Dans ce Soviet, dont l'idée provient en droite ligne de la révolution de 1905, les socialistes modérés, mencheviks et SR, sont majoritaire (sur ces partis, voir p. 62-63). D'autre part, la Douma, assemblée élue sous le tsarisme, composée de représentants de la grande bourgeoisie et de la noblesse terrienne, forme un Comité qui se proclame seul légal. Après négociations entre Soviet et Douma, un gouvernement provisoire est formé, présidé par le prince

Lvov, entouré de ministres libéraux parmi lesquels l'homme fort est Milioukov, grande figure du parti cadet (KD, parti constitutionnel-démocrate). Un avocat SR nommé Kerenski occupe le portefeuille de la Justice.

Qu'une révolution populaire accouche d'un gouvernement bourgeois, ce n'est pas exceptionnel. En l'occurrence, le rôle des mencheviks est déterminant : en bons marxistes orthodoxes, ils sont convaincus que la révolution bourgeoise est la seule possible, nécessaire premier temps d'une marche vers le socialisme dans un avenir indéterminé. Les bolcheviks, dont le nombre et l'influence sont très faibles, hésitent. Fin mars, leur comité central s'aligne sur les mencheviks et décide, sur proposition de Staline, de « soutenir le gouvernement provisoire aussi longtemps qu'il marche dans la voie de satisfaire la classe ouvrière ». Il accepte d'envisager la réunification de tous les sociaux-démocrates proposée par les mencheviks.

2. Pendant les semaines qui suivent, des soviets se forment dans tout le pays, d'abord dans les quartiers ouvriers de Petrograd, puis à Moscou et dans les villes de province, puis dans les campagnes. En mai se réunissent dans la capitale le Congrès pan russe des soviets paysans, puis celui des soviets ouvriers, d'où pour finir émane un Comité exécutif des soviets de tout le pays. Dirigé par des socialistes modérés, ce Comité soutient

le gouvernement provisoire, en particulier dans son effort pour redresser une situation militaire de plus en plus désastreuse.

3. Le 3 avril, Lénine arrive à Petrograd. Il a quitté Zurich avec Zinoviev et traversé l'Allemagne dans le fameux « wagon plombé ». À la gare de Finlande, coiffé d'un chapeau melon et empêtré d'un bouquet de fleurs, il est accueilli triomphalement mais la situation qu'il trouve est loin de lui plaire. Déjà, il avait envoyé de Zurich quatre lettres à la *Pravda*, le journal du parti. Dans ces « Lettres de loin », il s'opposait radicalement à la politique menée jusque-là par les dirigeants bolcheviques : il faut, écrivait-il, créer une milice ouvrière pour préparer la révolution prolétarienne, refuser l'alliance avec les modérés, refuser le patriotisme et transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Ces lettres paraissent si effrayantes que le journal n'en publiera qu'une seule. Quatre jours plus tard, Lénine écrit pour la *Pravda* un article intitulé « Des tâches du prolétariat dans la révolution actuelle », les fameuses *Thèses d'Avril*. Il qualifie d'« ineptie » les positions jusque-là adoptées : la tâche est d'expliquer aux masses que « le Soviet des députés ouvriers est la seule forme possible de gouvernement révolutionnaire ». Il est impossible de terminer la guerre par une paix vraiment démocratique sans renverser le capitalisme. La dernière thèse concerne le parti, dont il propose de changer le nom pour l'appeler

«parti communiste». Kamenev, chef de file des bolcheviks conciliateurs, répond dans la *Pravda* que «ces thèses ne représentent que l'opinion personnelle de Lénine», que «les résolutions [passées] restent notre plate-forme», que «le schéma général de Lénine nous semble inadmissible parce qu'il considère la révolution bourgeoise-démocratique comme achevée».

La discussion se poursuit pendant plusieurs jours. À la conférence panrusse du parti bolchevique qui s'ouvre à Petrograd le 24 avril, Lénine doit faire des concessions: il l'emporte pour faire condamner le gouvernement provisoire comme instrument de la bourgeoisie et allié de la contre-révolution, et pour fixer comme but le transfert du pouvoir aux soviets. Mais il échoue à faire changer le parti de nom et, surtout, la résolution finale ne parle pas d'insurrection armée. Si l'objectif proclamé est bien la révolution socialiste, les questions cruciales «comment?» et «quand?» restent sans réponse. Le parti doit se concentrer sur «la longue tâche de construire la conscience de classe du prolétariat». Preuve que la victoire de Lénine est précaire: sur les neuf membres élus au comité central, cinq sont de «vieux bolcheviks» partisans de la conciliation. Seuls sont de son côté Zinoviev, Sverdlov et le jeune Lituanien Smilga.

4. Au cours du printemps, le mécontentement s'étend dans le pays. On manque de tout, aussi bien de nourriture que de bois et de charbon, les

entreprises ferment, la chute du rouble s'accélère, les transports sont désorganisés, la réforme agraire promise n'avance pas, les nouvelles du front sont toujours plus alarmantes. Les bolcheviks qui réclament l'arrêt immédiat de la guerre, la distribution des terres aux paysans et le contrôle ouvrier des usines voient leur influence croître rapidement, en particulier dans les soviets. Mais les nouveaux militants qui affluent (2 000 bolcheviks à Petrograd en février, 32 000 en juin) n'ont pas d'expérience des luttes. Ce qui les réunit, c'est l'impatience, le désir d'action révolutionnaire immédiate. En avril, en juin, la base du parti et l'Organisation militaire bolchevique lancent de grandes manifestations à Petrograd contre le gouvernement Milioukov. Le comité central du parti suit tout en essayant de freiner le mouvement. En juin, l'ordre devient de plus en plus difficile à maintenir dans la capitale : la grande offensive prévue implique que la garnison de la capitale soit transférée vers le front. Les soldats de l'Organisation militaire réclament bruyamment le renversement immédiat du gouvernement provisoire.

Le 3 juillet, c'est l'explosion. Le 1^{er} régiment de mitrailleurs, qui avait déjà annoncé « ne partir pour le front que dans le cas où la guerre aurait un caractère révolutionnaire », élit un Comité révolutionnaire et envoie des émissaires dans les régiments et les usines en grève pour demander leur appui pour une manifestation armée. « Ainsi,

à un étage au-dessous des organisations officielles, partiellement sous leur couverture, se tendaient de nouveaux liens entre les régiments et les usines les plus exaspérées. Les masses n'avaient pas l'intention de rompre avec le Soviet, au contraire elles voulaient qu'il s'emparât du pouvoir. Moins encore étaient elles disposées à rompre avec le parti bolchevique. Mais ce parti leur paraissait irrésolu. Elles voulaient donner un coup d'épaule, menacer le Comité exécutif [du Soviet], pousser en avant les bolcheviks⁴¹. » Les mitrailleurs récupèrent des autos et des camions dans les usines, montent les mitrailleuses Maxim sur leurs toits et parcourent la ville, drapeaux rouges au vent. Les marins affluent de Cronstadt par milliers. Aux usines Poutilov en grève, les insurgés sont acclamés. Le secrétaire du comité d'usine, un bolchevik, propose d'attendre l'avis du parti, on ne l'écoute pas. Le lendemain, des coups de feu éclatent ici et là, soldats et ouvriers occupent les rues, cernent le palais de Tauride où siège le Comité exécutif du Soviet. La forteresse Pierre-et-Paul, lieu stratégique et symbolique, est occupée sans combat. Les troupes chargées de rétablir l'ordre refusent d'obéir à leurs officiers. La situation du gouvernement semble désespérée.

Mais les dirigeants bolcheviques connaissent eux aussi des difficultés. Le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » est désormais absurde puisque du pouvoir, le Soviet n'en veut pas. Il faut choisir : ou

bien renverser le gouvernement par la force, ou bien mettre fin au mouvement. Dans l'après-midi du 4 juillet, les principaux chefs bolcheviques (dont Trotski qui vient de rentrer de son exil américain) jugent que la prise du pouvoir en opposition avec le Soviet n'a jamais été évoquée devant les militants, qu'à l'intérieur même du parti elle est loin d'être acceptée par tous, que le mouvement insurrectionnel est instable, que les réactions de la province et du front demeurent imprévisibles. Ils décident donc d'organiser un repli en bon ordre. On envoie Zinoviev prêcher le calme devant les usines Poutilov, des émissaires portent partout l'ordre de retraite, suivi dans l'amertume. La *Pravda* du 5 juillet annonce en page intérieure qu'« il a été décidé de mettre fin aux manifestations, car le but de faire passer les slogans des éléments moteurs de la classe ouvrière et de l'armée a été atteint », assez piteuse façon de couvrir le repli.

Les conséquences de ces journées de Juillet sont désastreuses pour le parti bolchévique. D'une part, les impatients – ouvriers, soldats et marins qui suivaient le parti jusque-là – sortent de l'aventure déçus et démoralisés. D'autre part, la presse bourgeoise lance une grande campagne accusant Lénine d'être un agent allemand. On ressort l'affaire du retour en wagon plombé à travers l'Allemagne, on met l'accent sur la propagande antiguerre des bolcheviks. Même le vieux et respecté Plekhanov déclare qu'« apparemment, les troubles faisaient

partie d'un plan dressé par l'ennemi pour détruire la Russie ». Des milliers d'exemplaires diffusent la calomnie avec un effet dévastateur qui justifie la répression exercée par le nouveau gouvernement, désormais dirigé par Kerenski. Les journaux bolcheviques sont saccagés, les unités insurgées désarmées, la répression s'abat sur Cronstadt, l'ordre est donné d'arrêter Lénine, Zinoviev, Kamenev, Alexandra Kollontaï et les dirigeants de l'Organisation militaire. Lénine et Zinoviev passent dans la clandestinité en Finlande, Kamenev et Trotski quelques jours plus tard sont incarcérés avec des centaines d'autres bolcheviks. Le parti est décapité, ses militants désorientés et certains pensent (espèrent) qu'il n'y survivra pas.

5. Lénine est à l'abri en Finlande, où il termine *L'État et la révolution*. Le parti entre lentement en convalescence sous la direction de ceux qui ont échappé à la prison : Staline, Sverdlov et les leaders de Moscou, Djerzinski, Boubnov, Boukharine. Pour définir une nouvelle ligne stratégique, le comité central se réunit le 13 juillet dans un appartement dans la banlieue de Petrograd. Lénine a envoyé des directives qui sont très différentes de ses positions d'avant Juillet : désormais, la contre-révolution, appuyée par les mencheviks et les SR, a pris le contrôle du gouvernement ; le Soviet lui-même n'est plus que « la feuille de vigne de la contre-révolution » ; le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » doit donc être abandonné,

et avec lui l'espoir d'une évolution pacifique de la révolution ; il faut maintenant préparer l'insurrection armée qui devra s'appuyer avant tout sur les comités d'usines. Mais par 10 voix sur 15, le comité central *rejette ces thèses de Lénine*. La résolution finale affirme que les socialistes modérés ne sont pas irrécupérables et qu'il faut renforcer les positions du prolétariat révolutionnaire pour aboutir à la mise en œuvre du programme bolchevique quand la situation le permettra. Cette résolution – que Lénine traite de « puérilement naïve, sinon stupide » – est diffusée dans tout le pays à des milliers d'exemplaires.

Lors du 6^e congrès du parti, qui s'ouvre le 26 juillet dans le quartier ouvrier de Vyborg, les mêmes divergences s'expriment entre ceux qui suivent Lénine, en proposant d'abandonner le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » et de préparer l'insurrection armée, et ceux qui estiment dangereux d'isoler le prolétariat par volontarisme révolutionnaire. Pendant que la direction reste ainsi flottante, la base du parti se réorganise. La presse clandestine fait campagne pour les bolcheviks lors des élections au Soviet de Petrograd et à la Douma (municipalité) de la ville. L'aggravation des conditions de vie joue en leur faveur. Ils parviennent à associer les mencheviks et les SR de gauche à leur lutte contre la répression et les menées de l'extrême droite. Les effets du désastre de juillet commencent à s'estomper.

6. Ils vont être balayés par un événement retentissant : le putsch de Kornilov. Au début d'août, Kerenski à court d'idées a convoqué une Conférence d'État qui réunit des représentants de toutes les classes et groupes politiques du pays. Sa composition est fixée par le gouvernement et elle ne se voit dotée d'aucun pouvoir défini. Les bolcheviks la boycottent, avertissant partout qu'il s'agit d'un complot contre-révolutionnaire. Le 21 août, tandis qu'une grande grève éclate à Moscou malgré le vote contraire du soviet local, Riga tombe aux mains de l'armée allemande. Un vent de panique souffle sur Petrograd que les possédants se préparent à fuir devant la double menace d'invasion et de troubles révolutionnaires.

Face à la paralysie du gouvernement, les dirigeants de la grande industrie, les chefs militaires, les représentants de la France et de la Grande-Bretagne qui voient leur allié sur le point de s'effondrer, tous estiment que le moment est venu de mettre en place un pouvoir fort, une dictature, seul moyen de rétablir l'ordre intérieur et de redresser la situation militaire. L'homme choisi est Kornilov, que Kerenski vient de nommer généralissime « par sélection entre d'autres candidats encore moins recevables », dit Trotski⁴².

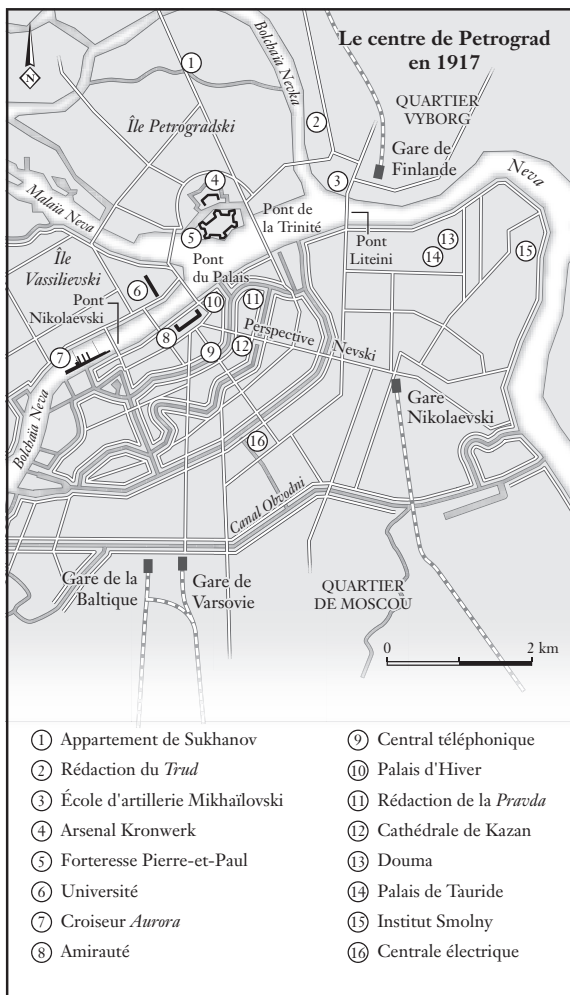
Le 27 août, Kornilov fait mouvement vers la capitale avec quatre divisions de cavalerie tenues pour les plus sûres – des cosaques et la division « sauvage » de montagnards du Caucase. Du côté

du pouvoir, aucune décision claire : le gouvernement crée un Comité de défense dont les mesures vagues ne sont pas appliquées. Chez les bolcheviks, l'affrontement se produit une fois de plus entre ceux qui suivent la ligne de Lénine et ceux qui estiment que face au danger, l'union avec les socialistes modérés est inévitable. Sérieux flottement, mais le comité central finit par se regrouper pour organiser la lutte.

Le putsch de Kornilov va échouer de façon lamentable. Le général avait juré qu'il combattrait jusqu'à la dernière goutte de son sang. « L'affaire n'alla pas même jusqu'à la première. Les soldats de Kornilov ne tentèrent même pas d'employer les armes pour s'ouvrir la route de Petrograd. Les chefs n'osèrent pas les commander. Le complot se décomposa, se pulvérisa, se volatilisa⁴³. » Cet étonnant revirement s'explique d'abord par la nullité des korniloviens. « L'état-major des conspirateurs était toujours l'ancien état-major tsariste, une chancellerie de gens sans cervelle, incapables de méditer d'avance, dans le grand jeu qu'ils engageaient, deux ou trois coups de suite⁴⁴. » Rien n'avait été prévu, ni l'armement, ni les transports. Au contraire, la résistance populaire s'organisa rapidement sous l'impulsion des bolcheviks. On arma les ouvriers pour la défense de leurs quartiers. Aux usines Poutilov, on travaillait jour et nuit pour monter des canons. Les cheminots bloquaient les trains pour arrêter les troupes de

Kornilov. Les employés des postes et télégraphes interceptaient les messages portant les ordres du Grand Quartier général. L'Organisation militaire bolchevique mobilisait la garnison de la capitale. «Le général rebelle, dit Trotski, avait frappé du pied sur le sol, des légions étaient sorties de terre ; seulement c'étaient des légions ennemies.»

7. L'affaire Kornilov ressuscite le parti bolchevique, qui apparaît comme le vainqueur du putsch. Son influence grandit au soviet de Moscou et à celui de Petrograd, dont Trotski va devenir le président, comme en 1905. En province, les soviets de Kiev, Saratov, Ivanovo-Voznessensk alignent leur position sur celle de la capitale. Le Comité exécutif du Soviet, qui continue à soutenir le gouvernement, réagit en convoquant, sur le même principe que la Conférence d'État, une Conférence démocratique qui désigne un pré-parlement chargé de préparer les élections à la future Assemblée constituante. Dès la première séance, le 7 octobre, les bolcheviks se lèvent et sortent en masse, après un retentissant discours de Trotski qui se termine par : «Nous, fraction bolchevique de la social-démocratie, déclarons : avec ce gouvernement qui trahit le peuple, avec la complicité du conseil de la contre-révolution, nous n'avons rien en commun. En le quittant, nous appelons les ouvriers, les paysans et les soldats à la vigilance, à montrer leur courage⁴⁵». Ce coup d'éclat sonne comme le premier temps de l'insurrection d'octobre.



8. Celle-ci ne ressemble à aucune autre. Tout d'abord, elle se discute et se prépare à ciel ouvert, au vu et au su de tout le monde. Dans les journaux, dans les rues, dans les réunions publiques, il n'est question que du II^e Congrès des soviets, prévu le 20 octobre : les bolcheviks y auront la majorité et y prendront le pouvoir, ou peut-être lanceront-ils une insurrection armée. Kerenski, toujours fanfaron, a beau déclarer qu'il souhaite un coup bolchevique pour pouvoir le mater, les militaires, eux, étalent ouvertement leur inquiétude. Pendant presque trois semaines, l'insurrection est le sujet qui éclipse tous les autres.

Autre fait frappant : contrairement à la légende, l'insurrection d'octobre n'est pas menée par un parti homogène et discipliné. Les dissensions internes y font rage et, plus surprenant encore, Lénine, la principale tête pensante, le dirigeant le plus âgé et le plus prestigieux, va lui-même prendre depuis la Finlande plusieurs virages à 180° qui plongent les dirigeants bolcheviques dans la pire perplexité – et resteront d'ailleurs un sujet tabou dans l'historiographie stalinienne⁴⁶. Qu'on en juge :

- Après le désastre de juillet, Lénine soutenait, on l'a vu, que le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » était désormais caduc, que les mencheviks et les SR étaient irrécupérables pour la révolution et qu'il fallait préparer la prise du pouvoir par la force. Or, après le putsch Kornilov, sa position change du tout au tout. Dans un article du

1^{er} septembre intitulé « Sur les compromis », il s'aligne quasiment sur la droite du parti bolchevique : retour à « Tout le pouvoir aux Soviets », à condition que les mencheviks et les SR acceptent de former ensemble un gouvernement sans partis bourgeois, responsable devant le Soviet. Les bolcheviks n'y participeraient pas et garderaient toute liberté pour répandre leurs idées. En ce début de septembre, Lénine réaffirme dans plusieurs articles sa nouvelle position. « Notre but n'est pas d'entrer en conflit avec les leaders du Soviet, mais d'en extraire les éléments les plus révolutionnaires et de les mobiliser derrière nous » ; ou encore, « Seul le transfert immédiat de tout le pouvoir aux Soviets peut empêcher la guerre civile en Russie ».

Ce revirement pour le moins inattendu est mal accepté par les éléments les plus avancés du parti, en particulier les comités bolcheviques de Moscou et de Petrograd, toujours plus « à gauche » que le comité central. Au comité de Petrograd, un militant nommé Slutsky s'écrie : « Dans les usines, chez les paysans pauvres, nous voyons une évolution vers la gauche. Envisager un compromis maintenant, c'est ridicule ! Pas de compromis ! Notre devoir est de clarifier notre position et de nous préparer sans discussion à la lutte armée. » Mais la nouvelle position de Lénine est approuvée et diffusée par le comité central.

• Deux semaines plus tard, le 15 septembre, les dirigeants du parti reçoivent de Lénine deux

lettres explosives qui marquent un virage *en sens inverse du précédent*. Dans la première: «Les bolcheviks, ayant obtenu la majorité dans les soviets des deux capitales, peuvent et *doivent* prendre en mains le pouvoir d'État.» Les dirigeants du parti ont pour tâche d'«organiser une insurrection armée à Petrograd et à Moscou, renverser le gouvernement et prendre le pouvoir.» Dans la seconde lettre, Lénine affirme que «traiter l'insurrection comme un art n'est pas du blanquisme», comme le prétendent les opportunistes, mais un point essentiel du marxisme. Le refuser, c'est «trahir à la fois le marxisme et la révolution». Il termine par des directives tactiques précises en direction des usines et des casernes, des centraux téléphoniques, etc.

Les dirigeants bolcheviques sont atterrés. Le comité central, réuni en séance secrète le soir même, décide de ne pas rendre les lettres publiques et de veiller à ce que le comité de Petrograd ne lance aucune action dans les usines et les casernes. Pis encore, il fait publier dans le *Rabochii put'* (la *Voie des ouvriers* qui a remplacé la *Pravda* interdite en juillet) l'un des articles de Lénine exprimant ses vues «modérées» du début du mois.

- Après avoir envoyé une série de lettres comminatoires qui restent sans effet, après avoir proposé de démissionner du comité central, Lénine décide de rentrer à Petrograd. Le 10 octobre, le comité est réuni dans l'appartement d'un vieux menchevik,

Soukhanov, dont la femme est une bolchevik. Vers dix heures du soir, Lénine fait son entrée. « Bien rasé, portant une perruque et des lunettes, il avait l'air d'un pasteur luthérien », se souvient Kollontaï. Pendant plus d'une heure, il reprend ses arguments : le gouvernement se prépare à abandonner Petrograd aux Allemands, la majorité du peuple est du côté des bolcheviks, la situation est mûre, il est absurde d'attendre quoi que ce soit de l'Assemblée constituante. La prise du pouvoir doit avoir lieu *avant* la réunion du II^e Congrès panrusse des soviets (prévue le 18, puis le 25 octobre). La discussion se poursuit jusqu'au matin. Kamenev et Zinoviev affirment une nouvelle fois que la majorité des troupes restera fidèle au gouvernement, que le parti aura contre lui « les Cent Noirs, les cadets, Kerenski et le gouvernement provisoire, plus le Comité exécutif du Soviet, plus les SR et les mencheviks » et que la défaite est inévitable. Ils proposent une ligne défensive consistant à gagner la représentation la plus large possible à l'Assemblée constituante pour appliquer le programme du parti.

Pour finir, Lénine prépare sur une feuille de cahier d'écolier une résolution qui constitue un appel aux armes. Elle est adoptée par 10 voix contre 2 (Zinoviev et Kamenev) mais la lutte n'est pas terminée pour autant. Le texte voté ne donne pas de date précise pour le déclenchement de l'insurrection, si bien que Kalinine pourra dire : « La résolution est l'une des meilleures que le comité

central ait adoptées, mais quand le soulèvement aura-t-il lieu, on ne sait pas, peut-être dans un an. » Lors d'une réunion du comité tenue en banlieue le 16 octobre, la controverse fait rage une fois de plus. Zinoviev et Kamenev présentent leur démission. Le lendemain, ils exposent leurs arguments contre l'insurrection dans le journal de Gorki, à la suite de quoi Lénine demande leur exclusion du parti – qui est refusée.

Comment une insurrection préparée dans de telles conditions a-t-elle pu remporter la victoire une semaine plus tard ? Parmi les raisons, il faut sans doute donner son rôle à la chance – dont on ne parle jamais : ce qui est effectivement advenu est toujours considéré comme la seule éventualité possible, le reste relevant de la spéculation sans intérêt historique. Or il me semble clair que pendant l'insurrection d'octobre, la chance était du côté bolchevique. Une autre raison réside dans l'amateurisme du camp d'en face, ses maladresses, ses forfanteries. Enfin et surtout, si l'insurrection l'a emporté, c'est grâce au courage et à l'enthousiasme des ouvriers, des soldats et des matelots, à l'efficacité des organisations bolcheviques de base, à cette grande vague populaire qui balaya en quelques heures les antagonismes et les hésitations de la direction.

Pendant les dramatiques journées du 20 au 25 octobre, le bruit se répand que le gouvernement

va envoyer au front la garnison de Petrograd, qu'il considère à juste titre comme peu sûre. Pour organiser la résistance, un Comité militaire révolutionnaire (CMR) se forme vers le 20 octobre, avec une majorité de bolcheviks, dont Trotski, mais une forte présence d'anarchistes et de SR de gauche, dont le tout jeune Lazimir qui est nommé président. Dès sa formation, le CMR s'oppose au Grand Quartier général : il envoie des commissaires dans les unités et les dépôts d'armes et diffuse un texte à toute la garnison, précisant que seuls sont valides les ordres signés par lui. Les succès sont rapides : le 23, la garnison de la forteresse Pierre-et-Paul décide de suivre les ordres du CMR et l'arsenal Kronwerk livre un immense stock d'armes et de munitions. Dans les unités, dans les usines, de grands meetings acclament les orateurs bolchéviques.

Kerenski tente de réagir, il donne l'ordre d'engager des poursuites contre les membres du CMR et envoie des cadets (élèves officiers) fermer les deux journaux bolcheviques, *Rabochii put'* et *Soldat*. Cette tentative marque un tournant : si jusque-là, les bolcheviks affichaient une position défensive, leur but ouvertement déclaré est désormais la prise du pouvoir. Tandis que les délégués au II^e Congrès des soviets arrivent par petits groupes à Smolny transformé en camp retranché, Trotski envoie une compagnie du régiment Litovski reprendre le contrôle des journaux occupés. Le 24 octobre,

le gouvernement fait lever les ponts sur la Neva – célèbre séquence d'*Octobre* d'Eisenstein – pour empêcher les quartiers ouvriers de déferler sur le centre, mais après une brève bataille entre cadets et bataillon féminin de choc d'un côté, et gardes rouges ouvriers de l'autre, le passage est rétabli. Sans un coup de feu, le central télégraphique est occupé par les marins qui commencent à affluer de Cronstadt, puis dans la nuit du 24 au 25, le central téléphonique, la poste, la banque d'État, la centrale électrique. Les sièges du pouvoir sont plongés dans le noir et sans contact téléphonique avec l'extérieur.

Malgré ces succès, le comité central du parti reste une fois de plus indécis : prendre le pouvoir ou bien attendre les décisions du II^e Congrès, entre ces deux options opposées il est incapable de décider. Lénine décide alors de sortir de la banlieue où il est caché et, dans la nuit du 24 au 25, il arrive à Smolny. Ses objectifs sont clairs et immédiats : prendre le palais d'Hiver, dissoudre le gouvernement, arrêter et emprisonner Kerenski et les ministres, le tout avant l'ouverture du II^e Congrès.

Contrairement à la légende, le palais d'Hiver n'a pas été pris d'assaut. Cette légende a été magnifiée par les images finales d'*Octobre*, réalisé en 1927 sous Staline alors que *Les Dix Jours qui ébranlèrent le monde*, rédigé à chaud par John Reed, montre tout le contraire. Les forces réunies pour défendre le palais – bataillon des cyclistes, bataillon de choc

des femmes, cadets, junkers, cosaques – se désagrègent peu à peu. Les unités appelées au secours n'arrivent pas. Le 25, à 6 heures du soir, le CMR envoie un ultimatum : « Le palais d'Hiver est cerné par les forces révolutionnaires. Les canons de la forteresse Pierre-et-Paul et ceux du croiseur *Aurora* sont braqués sur le palais d'Hiver et les bâtiments du Grand Quartier général. Nous proposons que le gouvernement provisoire et les troupes qui le soutiennent capitulent. Vous avez vingt minutes pour répondre. Cet ultimatum expire à 7h10, après quoi nous ouvrirons le feu. » Les ministres réunis refusent de capituler. Pour des raisons techniques, le bombardement ne commence qu'à 11 heures du soir : les canons de l'*Aurora* tirent d'abord à blanc, puis deux obus tombent sur le palais, dont l'un explose juste au-dessus de la pièce où se tiennent les ministres. Vers 2 heures du matin, ceux-ci se décident à capituler. Antonov Ovseenko, qui a coordonné le mouvement, entre dans la salle de séance avec son petit chapeau et ses lunettes, à la tête d'une foule en armes. Les ministres sont arrêtés – mais non Kerenski qui a quitté le palais pour gagner le front – et conduits à la forteresse Pierre-et-Paul.

Au Congrès des soviets, par une ironie de l'histoire, c'est à Kamenev qu'il revient d'annoncer la chute du gouvernement provisoire. Les discussions qui s'éternisaient s'interrompent. Lou-natcharski lit un manifeste rédigé par Lénine, qui fonde le nouveau régime révolutionnaire. Il est

approuvé à 5 heures du matin, le 26 octobre, à une immense majorité et dans l'enthousiasme général.

L'insurrection d'octobre a donc bien été préparée, lancée et dirigée par le parti bolchevique. Mais – et c'est un *mais* qui change tout – le parti d'alors n'a rien à voir avec ce qu'il est devenu par la suite. Même si son organisation est de type « conspiratif », il n'est nullement discipliné, il n'a rien de bureaucratique, on s'y dispute, on s'y injurie, on s'y excommunie quitte à s'embrasser quelques jours plus tard. La fable d'un parti pyramidal conduit d'une main de fer par un Lénine toujours clairvoyant a été bâtie sous Staline pour étayer sa propre tyrannie. On aurait pu penser qu'après sa mort, après l'effondrement du « socialisme réel », cette falsification historique serait rectifiée. Or il n'en est rien. La plupart des historiens, surtout en France, continuent à plaquer sur le parti de 1917 l'image de la terrible organisation qu'il est devenu dans les années 1930. Ils cherchent à prouver que depuis le début tout était en germe pour que survienne le pire, procès, goulag, terreur. C'est qu'aujourd'hui encore cette image garde son utilité : tout est bon pour discréditer la révolution.

Suivant l'orthodoxie marxiste, l'insurrection spartakiste de janvier 1919 – et plus généralement la révolution allemande – avait beaucoup plus

d'atouts que l'insurrection en Russie : une grande classe ouvrière dans un pays où l'industrie dépassait celle de l'Angleterre, le parti social-démocrate le plus puissant de tout l'Occident, en filiation directe avec les théoriciens historiques puisque sa principale figure, August Bebel, avait été en relation suivie avec Marx et Engels. Pour toutes ces raisons, les bolcheviks, et Lénine en particulier, tenaient pour imminente et décisive pour leur propre sort la victoire de la révolution en Allemagne.

Que ces espoirs aient été déçus tient à une série de raisons dont la principale est la nature même du parti social-démocrate allemand (SPD). Comme les socialistes français, le SPD avait voté les crédits de guerre en août 1914 et continuait depuis à défendre la ligne de la « défense nationale ». Avec ses centaines de milliers de membres et ses quatre millions d'électeurs, ses 90 journaux, ses syndicats, ses clubs sportifs, ses organisations de jeunesse, ses innombrables permanents, le parti formait un imposant empire. En comparaison, les socialistes modérés russes, les mencheviks de 1917, font pâle figure : bien moins nombreux et moins implantés dans la classe ouvrière, ils n'ont pas complètement abandonné l'idée de révolution, d'où leurs hésitations et leurs atermoiements. En Allemagne au contraire, le SPD est d'entrée de jeu le plus puissant acteur de la contre-révolution, sur lequel s'appuient la haute bourgeoisie et le corps des officiers. Son principal dirigeant, Friedrich

Ebert, mal dégrossi mais froid et déterminé, est d'une tout autre trempe que le dilettante Kerenski. Il disait : « Je hais la révolution comme je hais le péché » et c'est dans cet esprit qu'il va mener le SPD au combat.

En 1916 cependant, une opposition apparaît à l'intérieur du SPD, qui réclame la fin de l'état de siège, le rétablissement des libertés démocratiques et la recherche d'une paix sans annexions. L'exécutif du parti mène la purge tambour battant. Les « saboteurs » exclus décident alors de se constituer en parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (*Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, ou USPD). Il ne s'agit pas d'un clivage entre révolutionnaires et réformistes mais d'une scission entre réformistes, opposés sur la seule question de la guerre. Les Indépendants emportent avec eux quelque 120 000 militants contre 170 000 qui restent fidèles au SPD⁴⁷. Ils sont rejoints aussi bien par des figures de l'extrême gauche que par des modérés comme Kautsky et même le « révisionniste » Bernstein.

En face de ces deux mastodontes, les révolutionnaires sont peu nombreux et divisés en trois groupes. Le premier s'est constitué au début de la guerre autour de Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Franz Mehring, Clara Zetkin, qui fondent en 1915 la revue *Die Internationale* et publient à partir de 1916 les *Spartakusbriefe* (Lettres de Spartacus), d'où leur nom de spartakistes. Membres du

SPD, ils suivent les Indépendants au moment de la scission. Ils craignent de se couper des masses ouvrières en quittant le parti. Comme l'écrit Leo Jogishes, très proche de Rosa Luxemburg : « Nous devons combattre pour les masses encore hésitantes qui suivent aujourd'hui l'USPD. Et nous ne pouvons le faire que si nous menons le combat à l'intérieur du parti sans créer une organisation totalement séparée⁴⁸. » Rosa Luxemburg elle-même écrit à une amie : « Nous ne pouvons pas être à l'extérieur de l'organisation, en dehors du contact avec les masses. Il vaut mieux le pire des partis ouvriers que pas du tout⁴⁹. »

Le deuxième groupe est formé de révolutionnaires radicaux qui refusent d'adhérer à l'USPD. Il réunit le « groupe de Brême » autour de Johann Knief et de Paul Frölich (élève de Rosa Luxemburg à l'école du parti, qui sera plus tard son biographe et l'historien de la révolution allemande), les *Radikalen* de Hambourg et le parti communiste de Dresde, mouvements qui fusionnent à la fin de 1918 dans le parti des Communistes internationaux d'Allemagne (IKD). Ce groupe est en relation suivie avec les bolcheviks et en particulier avec Karl Radek, l'envoyé spécial du parti en Allemagne, qui défend une ligne léniniste : « L'idée de construire un parti en commun avec les centristes [les Indépendants] est une dangereuse utopie⁵⁰. »

Le troisième groupe se constitue au cours même de la révolution autour des *revolutionäre*

La dynamique de la révolte

Obleute ou délégués révolutionnaires. Il naît à partir de l'association des tourneurs du syndicat de la métallurgie, qui occupent une place importante dans l'industrie des armements. Ce réseau finit par comprendre plus de 100 000 ouvriers dont la plupart sont membres de l'USPD mais joueront néanmoins un grand rôle dans les journées révolutionnaires.

La révolution allemande commence, on l'a vu, dans les ports de la mer du Nord, à Kiel puis à Wilhelmshaven. Sur les navires de guerre, les marins refusent de participer à un baroud d'honneur contre la flotte anglaise. Le 3 novembre 1918, à l'ordre d'appareiller ils répondent en éteignant les chaudières, ils arrêtent les officiers, élisent des conseils de marins, arborent le drapeau rouge. Ils sont suivis par les travailleurs des arsenaux qui élisent un conseil ouvrier et décrètent la grève générale. Le mouvement se répand à grande vitesse dans le pays et le 9 novembre, Karl Liebknecht, devenu par son courage un héros populaire (il avait osé prendre la parole contre la guerre, le 1^{er} mai 1916, sur la Potsdamer Platz), proclame du balcon du palais impérial « la république socialiste allemande ».

La révolution avait triomphé sans opposition sérieuse. « Toutes les classes l'accueillirent favorablement parce qu'elles y reconnaissaient le meilleur moyen de mettre fin à une guerre

irrémédiablement perdue et de renverser un système jugé grotesquement anachronique. [...] Le socialisme devint à la mode et, comme par miracle, presque tous se découvrirent socialistes, jusqu'au directeur de la Banque nationale. [...] Dans les premières semaines, la révolution baigna dans la brume méphitique de la servilité et de la sympathie mielleuse que les classes dominantes déversèrent sur la classe ouvrière⁵¹. »

C'est dans ce climat que le 10 décembre se constitue un gouvernement qui prend le nom hautement démagogique de « Conseil des commissaires du peuple » : six membres, trois SPD et trois Indépendants. Son chef, Ebert, devient le même jour chancelier du Reich : le prince Max de Bade, cousin de l'empereur nommé à ce poste en septembre, a démissionné en sa faveur.

En principe, le Conseil des commissaires du peuple est placé sous le contrôle des conseils d'ouvriers et de soldats qui se sont formés dans tout le pays. Pendant un temps, on peut penser que va se constituer une sorte de double pouvoir comme en Russie l'année précédente, mais la situation est toute différente. Les conseils ouvriers allemands ne sont pas l'émanation de la base : les élections sont organisées pour faire la part belle au SPD et aux syndicats, avec la participation docile des Indépendants. Quant aux conseils de soldats, ils sont dans l'ensemble hostiles à toute politique révolutionnaire. Sur le front oriental, dans l'armée en

pleine décomposition, des groupes se forment pour combattre les rouges en Finlande et en Russie, ébauchant ce qui va bientôt devenir les *Freikorps*, fer de lance de la contre-révolution. À l'ouest, les conseils de soldats sont organisés par les officiers. L'un d'eux écrit: «Il faut intervenir avec célérité en constituant les conseils de soldats en tant qu'organes consultatifs qui canalisent le mécontentement, rendant ainsi l'armée plus imperméable aux tendances extrémistes⁵².» C'est seulement dans la *Landswehr*, l'armée stationnée en Allemagne, que les idées révolutionnaires se propagent dans les conseils de soldats au contact des ouvriers.

Le gouvernement Ebert maintient les ministres à leur poste et l'appareil d'État, la bureaucratie, la justice de l'empire restent en place. Les vieux États allemands, la Bavière en particulier, continuent à fonctionner avec leurs ministres et leur parlement. La hiérarchie et la discipline militaires un moment menacées sont rétablies.

Pour faire régner l'ordre et canaliser le mécontentement, le gouvernement décide de convoquer une Assemblée nationale constituante. Le projet est soutenu par la bourgeoisie – beaucoup plus vigoureuse que la débile bourgeoisie russe de 1917 –, par le SPD et un peu moins nettement par les Indépendants qui se bornent à demander un délai pour préparer les élections. La Ligue Spartacus et les Communistes internationaux s'y opposent dès le début. Le 20 novembre,

Rosa Luxemburg écrit dans *Die Rote Fahne* (le *Drapeau rouge*), le journal spartakiste : « Aucune tromperie, aucune hypocrisie : les dés sont jetés. Le crétinisme parlementaire était par le passé une faiblesse, il est aujourd'hui une ambiguïté, il sera demain une trahison du socialisme⁵³. » Sur le mot d'ordre « Contre l'Assemblée nationale », les révolutionnaires parviennent à rassembler des foules de plus en plus nombreuses, déçues par la tournure que prend le pouvoir socialiste. À Berlin, les travailleurs des grandes entreprises participent par milliers aux meetings des orateurs spartakistes, Karl Liebknecht, Paul Levi, Wilhelm Pieck. Les spartakistes, qui font toujours partie des Indépendants, demandent la convocation d'un congrès extraordinaire. Le 15 décembre, Rosa Luxemburg somme les dirigeants du parti de quitter le gouvernement mais sa motion est repoussée par 485 voix contre 185, à la suite de quoi les spartakistes décident enfin de quitter les Indépendants et de se constituer en parti autonome.

Pendant ce mois de décembre 1918, les affrontements se multiplient entre l'armée et la Ligue des soldats rouges formée des révolutionnaires les plus impatients. Devant cette situation explosive, les spartakistes restent divisés. Pour la centrale du parti, pour Rosa Luxemburg, Leo Jogiches et Paul Levi, les classes dirigeantes et le gouvernement Ebert sont en position de force et les travailleurs n'ont d'autre choix que de s'impliquer dans

la campagne électorale, d'utiliser cette tribune pour mobiliser les masses. Pour les plus énervés au contraire, pour la Ligue des soldats rouges, lutter contre les élections c'est lutter pour le renversement du gouvernement. On trouve la même divergence chez les Communistes internationaux, où Frölich est partisan du boycott des élections alors que Knief y est opposé.

Malgré ces motifs de discorde, malgré cette confusion dans l'avant-garde révolutionnaire, spartakistes et Communistes internationaux se réunissent en congrès à Berlin le 30 décembre 1918 pour fonder le parti communiste allemand (KPD). Au nom de la centrale spartakiste, Paul Levi prend position pour la participation à la campagne électorale, suivi par Rosa Luxemburg et – du bout des lèvres – par Karl Liebknecht. Leurs interventions sont fréquemment interrompues par la salle, le débat devient houleux. Au contraire, les orateurs les plus gauchistes sont follement applaudis, comme Otto Rühle qui s'écrie : « Nous avons maintenant d'autres tribunes. La rue est la grandiose tribune que nous avons conquise et que nous n'abandonnerons pas, même si on nous tire dessus⁵⁴. » Pour finir, le congrès repousse la résolution de Levi et adopte celle de Rühle – le boycott des élections – par 62 voix contre 23.

Pendant ce temps, le gouvernement Ebert et le Grand Quartier général, constatant les progrès des idées – et de la praxis – révolutionnaires parmi

les ouvriers et la garnison de Berlin, se préparent à l'affrontement. D'une part, ils organisent une campagne de haine contre les spartakistes par affiches, tracts et journaux, qui tous agitent le spectre du bolchevisme. Le *Vorwärts*, quotidien de la social-démocratie, traite Liebknecht de malade mental. «Karl Liebknecht, un certain Paul Levi et l'impétueuse Rosa Luxemburg, qui n'ont jamais travaillé à un étau ou à un tour, sont en train de ruiner nos rêves et ceux de nos pères⁵⁵.» D'autre part, le haut commandement forme, on l'a vu, des corps de mercenaires, les *Freikorps*, dont la solde élevée est payée grâce aux apports de la grande industrie. Armés et instruits pour la guerre de rue, forts de plusieurs milliers d'hommes, ils sont stationnés à proximité de Berlin. Gustav Noske, commissaire à la Guerre, devient l'homme fort du moment, une fois nommé commandant suprême des troupes de Berlin. Au moment décisif, il aura ces mots : «Je pense que quelqu'un doit faire le travail de bourreau. Personnellement, je ne crains pas cette responsabilité.»

À la fin de décembre et au début de janvier 1919, l'Allemagne tout entière est secouée de grèves. Des heurts sanglants se multiplient, à Dortmund, à Düsseldorf, à Hambourg... Pour Noske et les siens, il faut en finir. Ayant en mains une armée de guerre civile, le gouvernement et le haut commandement montent une série de provocations pour pousser les révolutionnaires à

l'insurrection et les écraser une fois pour toutes. Le point culminant est atteint avec l'affaire Eichhorn. Ce vétéran social-démocrate, membre des Indépendants, avait été nommé préfet de police de Berlin par la révolution de novembre. Le 1^{er} janvier, le *Vorwärts* ouvre contre lui une campagne de diffamation, l'accusant d'avoir touché de l'or russe. Le 4, il est révoqué mais refuse de s'incliner. Pour le soutenir, les Indépendants berlinois de gauche, les *revolutionäre Obleute* et la centrale du KPD lancent au matin du 5 janvier le mot d'ordre d'une grande manifestation sur la Siegesallee. Leur tract commun se termine par : « Il y va de votre liberté, il y va de votre avenir ! Il y va du destin de la révolution ! Vive le socialisme révolutionnaire international⁵⁶ ! » Mais malgré ce ton énergique, il ne s'agissait pour les organisateurs que d'une protestation pacifique et non d'un mouvement insurrectionnel.

L'ampleur de la manifestation fut stupéfiante : tout le centre de Berlin était occupé par des centaines de milliers de prolétaires, depuis la Siegesallee jusqu'à l'Alexanderplatz. « Ce que l'on vit ce jour-là à Berlin était peut-être la plus grande manifestation de masse jamais vue dans l'histoire. De Roland à Victoria [de la fontaine de Roland à la colonne de la Victoire, les deux extrémités de la Siegesallee] se tenaient des prolétaires, tête contre tête. Il y en avait très loin dans le Tiergarten. Ils avaient apporté leurs armes, faisaient flotter leurs

bannières rouges. Ils étaient prêts à tout faire et à tout donner, même leur vie. Une armée de deux cent mille hommes, comme aucun Ludendorff n'en avait vu. » Mais cet immense élan n'aboutit à rien. « Les masses étaient là très tôt, dans le froid et le brouillard. Et les chefs siégeaient quelque part et délibéraient. Le brouillard augmentait et les masses attendaient toujours. Midi arriva et, en plus du froid, la faim. Et les chefs délibéraient. Les masses déliraient d'excitation, elles voulaient un acte, un mot qui apaisât leur délire. Personne ne savait quoi. Les chefs délibéraient⁵⁷. »

Réunis à la préfecture de police sur l'Alexanderplatz, les chefs des trois organisations qui avaient appelé à manifester étaient en effet partagés. Les uns estimaient que malgré l'ampleur de la manifestation, la situation n'était pas mûre, qu'on ne pouvait pas compter sur la province, et qu'il fallait se contenter d'obtenir la réintégration d'Eichhorn, le désarmement des troupes contre-révolutionnaires et l'armement du prolétariat. Pour les autres, dont Liebknecht – non mandaté par la centrale du parti – et Ledebour pour les *revolutionäre Obleute*, c'était au contraire le moment ou jamais de renverser le gouvernement. À l'unanimité moins six voix, l'assemblée décida de tenter l'aventure. Elle créa pour cela un Comité révolutionnaire, sans doute sur le modèle du Comité militaire révolutionnaire d'octobre 1917, mais pléthorique (52 membres) et qui allait être inefficace. Pendant ce temps, les

ouvriers révolutionnaires laissés sans directives occupaient le *Vorwärts* et d'autres journaux, la caserne du génie de la Köpernickstrasse, l'Imprimerie nationale, la Potsdamer Bahnhof...

Mais dans la journée du lendemain, 6 janvier, les illusions se dissipèrent. Il apparut que malgré les centaines de milliers de manifestants de la veille, il n'y avait pas plus de dix mille hommes déterminés à se battre. La masse ouvrière était prête à manifester mais non à se lancer dans la lutte armée. À la centrale du KPD qui se réunit le soir, Radek fit parvenir un message adjurant le parti d'abandonner toute idée d'insurrection. Mais Rosa Luxemburg, certes convaincue que la retraite était nécessaire, ne voulait pas désavouer les insurgés en plein combat et refusait en particulier de condamner Liebknecht pour avoir agi de sa propre initiative. La même hésitation se faisait jour chez les *revolutionäre Obleute*.

Quelle que fût leur décision, les organisations qui avaient appelé à manifester puis à prendre les armes n'avaient pas assez d'influence sur les ouvriers insurgés pour les arrêter dans leur élan et les faire replier en bon ordre – comme l'avaient fait les bolcheviks en juillet 1917. Pour finir, à l'initiative des *revolutionäre Obleute*, le Comité révolutionnaire se résolut à demander au gouvernement de négocier. Les séances commencèrent dans la nuit du 6 au 7 janvier mais le gouvernement les fit traîner en longueur et, dans la nuit du 10 au 11,

Noske lança l'offensive. Les *Freikorps* reprirent un par un tous les points occupés par les révolutionnaires, les régiments de la Garde lancèrent l'attaque à Spandau, l'un des bastions de l'insurrection, les occupants du *Vorwärts* furent réduits à coups de canon, les parlementaires envoyés pour négocier la reddition furent fusillés. La préfecture de police fut prise d'assaut après un intense bombardement – là aussi, la délégation portant le drapeau blanc avait été fusillée sur place.

Les *Freikorps* recherchaient les chefs révolutionnaires mais ni Rosa Luxemburg ni Karl Liebknecht ne voulaient abandonner Berlin au moment où la répression frappait les ouvriers insurgés – attitude héroïque, bien différente de la conduite plus réaliste de Lénine en juillet 1917. Rosa continuait à faire paraître *Die Rote Fahne*, Liebknecht tentait en plein chaos d'organiser un grand meeting où Rosa et lui-même prendraient la parole au nom du parti. Leurs amis finirent par les persuader de se mettre à l'abri, mais ils refusaient de quitter la ville. Dans la soirée du 15 janvier, ils furent arrêtés dans un appartement près de Charlottenburg, conduits à l'hôtel Eden, siège du quartier général de la division de la Garde, et assassinés dans la nuit par des officiers loyalistes. Le lendemain, les journaux titraient : « Liebknecht tué lors d'une tentative d'évasion. Rosa Luxemburg lynchée par la foule ». Les élections à l'Assemblée constituante eurent lieu quatre

jours plus tard, le 19 janvier. Elles donnèrent une majorité écrasante au SPD. On pouvait lire dans les journaux sociaux-démocrates que, grâce aux troupes de Noske, les opérations de vote s'étaient partout déroulées régulièrement. Ainsi se terminait le premier acte de la révolution allemande.

Pour les historiens trotskistes (Pierre Broué, Chris Harman), l'insurrection spartakiste a échoué parce qu'il n'existait pas de parti organisé capable de la diriger. Je dirais que cette absence est plutôt un effet qu'une cause. Un effet de quoi ? De la présence écrasante du parti socialiste allemand, présence réelle, physique, mais surtout présence symbolique. Pour Rosa Luxemburg, le parti « est la classe ouvrière elle-même ». On peut le critiquer, tenter de l'infléchir de l'intérieur, mais le quitter c'est se déraciner, se couper des « masses » (notion dont on ne dira jamais assez de mal, du reste). Cette fidélité à une organisation *malgré tout*, cette incapacité de rompre, on la retrouve à plusieurs moments de l'histoire : chez les ouvriers « loyalistes » vis-à-vis du parti communiste chinois lors de la Révolution culturelle, ou encore chez les ouvriers français vis-à-vis de la CGT en mai-juin 1968. On peut penser que si les futurs spartakistes avaient quitté le SPD en août 1914 au moment du vote des crédits de guerre, ou s'ils n'avaient pas suivi le piteux groupe des Indépendants en 1916, s'ils avaient quitté à temps la « vieille maison »

pour fonder leur propre parti, les choses auraient pu tourner tout autrement.

Dans la controverse entre Lénine et Rosa Luxemburg, la balance penche aujourd'hui plutôt du côté de Rosa, non seulement pour son personnage, son courage, sa fin tragique, mais aussi pour ses idées. Sa critique du léninisme comme « transposition mécanique des principes d'organisation blanquistes de cercles de conjurés⁵⁸ », sa vision des révolutions « qui ne se laissent pas diriger comme par un maître d'école⁵⁹ », son refus de figer l'après-révolution, écrivant « Ce qui est négatif, la destruction, on peut le décréter. Ce qui est positif, la construction, NON. Terre vierge, problèmes par milliers⁶⁰ », tout ce spontanéisme est plus proche de nous que les rigidités léninistes. Mais ce que montre la triste histoire des spartakistes, c'est combien Lénine avait raison en poussant le parti bolchevique à refuser toute collaboration avec les modérés, les conciliateurs, les opportunistes. Cette ligne, il l'a tenue alors même que la majorité de son parti était prête à « une large union », à la politique de front populaire que le Komintern fera appliquer pour le pire, une douzaine d'années après sa mort.

Cent ans plus tard, cette controverse célèbre reste d'actualité. La querelle entre logique conspirative et logique de mouvement, entre organisation et spontanéisme, entre verticalité stratégique et horizontalité n'a jamais cessé. Tout mouvement révolutionnaire

est une façon d'habiter la tension entre ces deux nécessités opposées. Pour y parvenir, il faut des complicités anciennes, une analyse commune de la conjoncture, et plus encore le souffle de la vie collective où l'insurrection mûrit. C'est sans doute par l'absence d'un tel contexte que s'expliquent la désorientation puis la contre-révolution qui ont suivi la chute du régime en Tunisie et en Égypte. À l'inverse, la façon dont les zapatistes ont réussi à tenir ensemble la verticalité militaire clandestine de l'EZLN et l'auto-organisation horizontale des communautés indiennes est impressionnante. Pendant dix ans (1984-1994), ils ont préparé une insurrection armée sans que l'État ne s'en avise et sans se former en guérilla coupée de la population. Et le soulèvement qu'ils ont lancé n'a pas été le fait d'un groupe en armes mais de tout un peuple insurgé.

L'échec immédiat de l'insurrection spartakiste, l'échec retardé de la révolution bolchevique tiennent peut-être à ce que ni Lénine ni Rosa n'ont vraiment rompu avec la politique. Les zapatistes, eux, ont entamé une sortie, à l'écart des parlements mais aussi des militants, des groupuscules, des partis, de ce monde situé dans un plan flottant au-dessus de l'existence ordinaire et dont personne ne veut plus. On m'a raconté que dans l'isthme de Tehuantepec, les pêcheurs qui luttent contre les projets de parcs éoliens des multinationales ne disent pas qu'ils protègent leurs intérêts ni qu'ils se battent pour une idée, ils disent qu'ils *défendent leur forme de vie*.

Certainement oui

Les insurrections ou révolutions lancées de façon volontariste par un parti d'avant-garde sont peu fréquentes, si l'on met de côté les pseudo-insurrections qui eurent lieu dans la foulée de la Seconde Guerre mondiale sous l'aile de l'Armée rouge en Europe de l'Est. Les deux cas les plus exemplaires, proches dans le temps, sont les insurrections dirigées par le parti communiste allemand (KPD) après la fin du spartakisme, entre 1920 et 1923, et celles que lança le parti communiste chinois en 1927-1929. Toutes deux furent d'épouvantables désastres. Toutes deux furent téléguidées par une organisation apparue à cette époque, l'Internationale communiste, ou III^e Internationale, en russe Komintern. Lors de sa création en 1919, son but était de coordonner les luttes révolutionnaires que les bolcheviks jugeaient imminentes en Europe. Sous la présidence de Zinoviev (bien pardonné de ses hésitations d'octobre), les célèbres 21 conditions furent imposées aux partis communistes qui voulaient y adhérer, mais le Komintern restait en principe une organisation où les différents partis étaient sur un plan d'égalité. Mais très vite, malgré Lénine qui voyait le danger et proposa – sans succès – qu'il eût son siège à Berlin, il allait se « russifier », les directives données aux partis étrangers n'ayant plus pour but que de servir les intérêts de la Russie soviétique. En 1924, lors de

son V^e congrès, le Komintern prit un virage à la fois autoritaire – imposant la « bolchevisation » des partis communistes, c'est-à-dire leur transformation en organisations asservies – et ultra gauchiste. Dans ces années-là, la lutte faisait rage à Moscou où Staline, Zinoviev et Kamenev travaillaient à l'élimination politique de Trotski et du « trotskisme ». Les péripéties de cette lutte furent pour beaucoup dans les incohérences du Komintern en Allemagne et plus encore en Chine.

Après la sanglante défaite des spartakistes en janvier 1919, les *Freikorps* se lancent dans une marche à travers toute l'Allemagne : de Berlin ils passent à Brême, puis dans la Ruhr, puis à Munich où la République des conseils de Bavière est écrasée, puis à Chemnitz, à Hambourg.... Partout, les conseils ouvriers sont dissous, les grèves sont réprimées, les combats font des milliers de morts. À la fin de l'été 1919, après des mois de guerre civile, l'Allemagne est quasiment sous occupation militaire et la république bourgeoise paraît stabilisée sur les baïonnettes. Le KPD, réduit à la clandestinité, reste replié sur lui-même, sans guère d'influence parmi les ouvriers. De plus, il va se scinder : les plus jeunes, les plus impatients le quittent en octobre et créent une formation ultra gauchiste, le parti communiste ouvrier d'Allemagne (KAPD).

Les clauses du traité de Versailles, rendues publiques à la fin de l'année, provoquent une

furie générale dans le pays, en particulier au sein de la grande armée de métier constituée autour des *Freikorps*, qui se voit promise à une démobilisation massive (le traité prévoit de la réduire à 100 000 hommes). Guidées par des nostalgiques de l'ancien régime, ces troupes vont être utilisées à un coup d'État, le putsch de Kapp (du nom d'un bureaucrate qui sera chef d'un éphémère gouvernement provisoire). Le 13 mars 1920 au matin, sans un coup de fusil, les troupes putschistes occupent Berlin. Ebert et Noske s'enfuient mais le jour même, la grève générale éclate dans la ville et va rapidement s'étendre à tout le pays. Dans la Ruhr, où se forme une « Armée rouge », dans les régions industrielles de l'Allemagne centrale, les ouvriers en armes s'attaquent aux troupes. Comme celui de Kornilov à l'été 1917 en Russie, le putsch de Kapp va être vaincu par la classe ouvrière. Mais entre ces deux événements la différence est de taille : alors que les bolcheviks se trouvaient à la pointe du combat contre Kornilov, le KPD prend position le premier jour *contre la grève* : il s'agit d'une confrontation entre « deux ailes de la contre-révolution », et le prolétariat révolutionnaire « ne lèvera pas le petit doigt pour soutenir le gouvernement qui a assassiné Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ». Le parti n'appelle à la grève qu'au troisième jour et, alors que l'on se bat partout, il met en garde ceux qui sont tentés de prendre les armes : « Travailleurs, ne descendez pas dans la rue. Rassemblez-vous

dans les usines. Ne cédez pas aux provocations des gardes blancs ! » De sa prison, Paul Levi écrit : « Mon avis : le KPD est menacé de banqueroute morale et politique⁶¹. » En fait, le parti est tétanisé par le souvenir du massacre des spartakistes l'année précédente, et cette erreur va se répéter : « Au lieu de tirer du passé des enseignements sur la situation présente, les dirigeants du KPD paraissaient voués à un cercle vicieux où chaque défaite créait une confusion rendant inévitable la défaite suivante⁶². »

La série va en effet se poursuivre. Pendant l'été 1920, les Indépendants (USPD) se scindent, l'aile gauche prend contact avec le parti bolchevique et demande à adhérer au Komintern. Pour l'obtenir, elle décide de fusionner avec le KPD qui, du coup, passe de l'état quasi groupusculaire à des effectifs considérables et se sent pousser des ailes. En mars 1921, la situation se tend autour de Halle où les ouvriers ont pratiquement pris le pouvoir au moment du putsch Kapp. Quand les autorités locales décident d'envoyer la police pour en finir avec « ces voleurs et ces terroristes », le KPD saisit le prétexte pour lancer une action de grande envergure : il appelle à la grève générale et à l'armement des ouvriers dans toute l'Allemagne. L'échec est immédiat et total, nulle part la grève n'est suivie. Loin de faire la moindre autocritique, le KPD rejette alors la responsabilité sur... les ouvriers eux-mêmes : « Honte et déshonneur sur l'ouvrier qui ne prend pas part à la lutte ; honte

et déshonneur sur l'ouvrier qui ne sait pas où est sa place⁶³. » Tel fut le résultat de la « stratégie de l'offensive », défendue au Komintern par Boukharine, Zinoviev et Radek. Paul Levi, opposé à cette « Action de mars », quitta le parti qui perdit alors non seulement son dirigeant le plus sensé mais près de la moitié de ses membres.

Cette désastreuse stratégie, menée par un parti coupé de sa base et dirigé de Russie par des bolcheviks qui se déchiraient, se poursuivit en 1923. C'était pour l'Allemagne l'année terrible, avec l'occupation de la Ruhr par les Français et la fameuse inflation qui voyait le mark dévisser plusieurs fois par jour. La misère était extrême et les progrès de l'extrême droite foudroyants. Au cours de l'été, les conseils d'usine déclenchèrent des grèves dans toutes les régions industrielles et le 11 août, une assemblée des conseils décida une grève générale de trois jours. Elle exigeait la démission immédiate du chancelier Cuno et la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan. Cuno démissionna, mais pour être remplacé par Stresemann qui forma un gouvernement de coalition avec quatre ministres SPD. Nouvelle volte-face : Radek écrit qu'« il se peut que, malgré tout, M. Stresemann représente une étape qui imprimera au mouvement un temps d'arrêt, une accalmie relative ». Et le KPD donna piteusement l'ordre de terminer la grève : « La lutte a été brisée ! Préparons la prochaine⁶⁴ ! »

À Moscou, le bureau politique se réunit le 23 août en l'absence de Lénine, mourant. Trotski et Zinoviev estimaient que le moment décisif approchait pour la prise du pouvoir en Allemagne, pour un « Octobre allemand ». La « commission allemande » du Komintern travaillait avec les représentants allemands à préparer l'insurrection. L'appareil militaire du KPD (le *M.-Apparat*) se vit renforcé par des officiers de l'Armée rouge. Des milices ouvrières, les « Centuries » prolétariennes, furent mises sur le pied de guerre, surtout en Saxe et en Thuringe où elles étaient légalement autorisées. *Die Rote Fahne* du 23 septembre publia en première page un article intitulé : « La voie de la révolution prolétarienne en Allemagne⁶⁵ ». À la fin de septembre, les dirigeants communistes décidèrent de Moscou que le KPD devait entrer dans les gouvernements de Saxe et de Thuringe pour en faire des « gouvernements ouvriers ». Cependant, en Saxe, l'armée prenait position contre le gouvernement local, démantelait les Centuries prolétariennes, interdisait les journaux communistes. La guerre civile qui menaçait en Saxe allait-elle s'étendre à toute l'Allemagne ? *Die Rote Fahne* du 20 octobre proclamait que « les travailleurs allemands ne laisseront pas frapper le prolétariat saxon⁶⁶ » mais les Indépendants de gauche, dont l'appui était indispensable, hésitaient et refusèrent finalement d'appeler à la grève générale. Le front unique était rompu, le comité central du KPD

renonça à l'insurrection, le plan hasardeux bâti autour de la « Saxe rouge » s'effondrait.

Quand les troupes du général Müller entrèrent en action contre le gouvernement saxon, les dirigeants du KPD ne parvinrent pas à se mettre d'accord. Ils n'avaient aucune proposition à faire au prolétariat et l'« Octobre allemand » se termina par une débâcle sans combat. À Hambourg toutefois, soit que les communistes n'y aient pas été informés de l'abandon du projet insurrectionnel, soit que des gauchistes locaux aient voulu « déborder » le comité central et forcer malgré tout à la lutte armée, des groupes de choc attaquèrent des commissariats et des bâtiments publics, mais la base ouvrière ne les suivit pas et, au bout de deux jours, les derniers coups de fusil marquèrent la fin de la révolution allemande.

Les espoirs à l'Ouest s'étant évanouis, la bureaucratie de Moscou et le Komintern tournèrent leurs regards à l'Est, vers la Chine. Depuis 1921, il existait un parti communiste chinois, composé surtout d'intellectuels et d'étudiants et qui ne pesait pas lourd par rapport au Kuomintang, le grand parti nationaliste fondé par le père de la république chinoise, Sun Yat-sen. En 1922, poussés par Moscou, les communistes décidèrent d'adhérer au Kuomintang à titre individuel – stratégie qui portait en germe le désastre à venir. L'année suivante, la Russie soviétique se rapprocha du Kuomintang et

lui envoya un conseiller spécial, Mikhaïl Borodine, chargé de lui insuffler un sang nouveau et de coordonner la collaboration avec le parti communiste. En fait, c'est plutôt de subordination qu'il s'agissait, le parti chinois affirmant que « le Kuomintang serait la force centrale de la révolution nationale et qu'il devait occuper une position dirigeante⁶⁷ ». En 1924, les Russes fondèrent l'Académie militaire de Whampoa, dirigée par Tchang Kaï-chek, qui avait passé six mois à Moscou pour apprendre les méthodes de l'Armée rouge et devint rapidement l'homme fort du Kuomintang. Les communistes aidèrent le parti nationaliste à asseoir son pouvoir à Canton, puis à s'implanter à Shanghai grâce à une immense grève avec boycott des marchandises britanniques, et enfin à balayer les seigneurs de la guerre lors d'une grande « Campagne du Nord ». Soutenu par Borodine, Tchang Kaï-chek prit la tête d'un Kuomintang devenu pour Moscou la force destinée à « détruire les fondations de la domination impérialiste en Asie ». C'était le retour de la vieille ligne menchevique : Staline déclarait devant des étudiants en 1925 que dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, le bloc nationaliste « pouvait revêtir la forme d'un parti unique des ouvriers et des paysans, du type du Kuomintang⁶⁸ ».

À Moscou, la bataille est acharnée à l'intérieur du parti où Staline et Boukharine (Zinoviev et Kamenev étant sur la touche) travaillent à l'élimination politique de Trotski et de l'opposition.

Dans cette lutte, la question chinoise devient un enjeu majeur : pour Trotski, le parti communiste chinois doit reprendre son indépendance alors que Staline et les siens lui interdisent au contraire toute action autonome. Quand les communistes chinois avertissent Moscou que Tchang Kaï-chek cherche à désarmer les ouvriers de Shanghai, Boukharine répond : « Enterrez les armes⁶⁹ ».

Le résultat de cette politique ne se fait pas longtemps attendre. À Shanghai, à l'approche des troupes nationalistes de la « Campagne du Nord », les ouvriers déclenchent une grève générale à la fin de février 1927 et prennent le contrôle de la ville. Le mot d'ordre des communistes : « Vive Tchang Kaï-chek, soutenons l'armée de la Campagne du Nord⁷⁰ ! » Cette armée, censée soutenir le mouvement prolétarien, va arrêter sa marche à une quarantaine de kilomètres de la ville pour laisser le temps au seigneur de la guerre local et aux gangs armés de massacrer le plus grand nombre possible d'ouvriers. Tchang fait son entrée dans la ville après trois jours de tueries. La *Pravda* titre, le 21 mars : « Les clefs de Shanghai ont été remises par les ouvriers victorieux à l'armée de Canton. Dans ce geste s'exprime l'acte héroïque du prolétariat de Shanghai⁷¹. » *L'Humanité* du lendemain : « Les Rouges victorieux sont entrés à Shanghai ». Le 12 avril, après de minutieux préparatifs, le bourreau abat sa hache. Les soldats de Tchang Kaï-chek, les gangsters, les policiers, les forces des

légations britannique et française s'associent pour en finir avec les ouvriers révoltés, au canon et à la mitrailleuse. Les morts se comptent par milliers. À Moscou, le coup est dur pour les tenants de la ligne stalinienne, qui recourent à l'un de leurs procédés favoris : la négation de l'évidence. Un porte-parole du Komintern déclare que « la trahison de Tchang n'était pas inattendue » et Staline lui-même, que les événements « avaient confirmé la justesse de la ligne du Komintern⁷² ».

Pour clore la série des désastres – bien rendue dans *La Condition humaine* et *Les Conquérants* d'André Malraux –, les communistes furent jetés du compromis le plus extrême dans l'aventurisme le plus incohérent. Les dirigeants de Moscou donnèrent l'ordre d'« organiser des soulèvements d'ouvriers et de paysans sous la bannière de la gauche du Kuomintang⁷³ ». Les communistes chinois obéirent docilement une fois de plus à cette directive absurde (la « gauche du Kuomintang », qu'était-ce donc que cela ?). Ils se lancèrent dans une série d'aventures portant le nom de « Moisson d'automne » avec pour point culminant la « Commune de Canton ». Le 10 décembre 1927, quelques milliers d'ouvriers affrontèrent des soldats, des policiers, des gangsters en armes et, après avoir malgré tout occupé le centre de la ville, installèrent un « soviet des délégués ouvriers, paysans et soldats ». Mais la masse ouvrière ne suivait pas. Dès le lendemain, les troupes du Kuomintang

passèrent à la contre-attaque et réduisirent une par une les misérables barricades des insurgés. Au soir du 13 décembre, la ville était plongée dans la terreur. « Longtemps après la chute des derniers îlots de résistance, les rues étaient pleines du fracas des mitrailleuses et restaient jonchées de cadavres [...] “Canton ressemble à un enfer”, câbla un reporter, “les cadavres qui ne sont pas ramassés sont empilés le long des routes”⁷⁴. »

Il est difficile de comprendre comment les communistes allemands et chinois ont pu suivre des directives aussi incohérentes, comment ils se sont laissé entraîner vers le massacre par des bureaucrates lointains. Ils ne pouvaient certes pas comprendre qu’à Moscou, leur sort n’avait d’importance que comme arme dans la lutte entre Staline et l’opposition trotskiste. Pour eux comme pour les communistes du monde entier, le prestige de la Russie soviétique était à son plus haut. Il leur était impossible de penser que le Komintern était dirigé par des esprits primaires (Zinoviev) et mal informés.

Il n’est plus guère imaginable aujourd’hui qu’une révolution victorieuse puisse dicter sa loi à des soulèvements dans d’autres pays. Les insurrections des dernières années ne suivent pas de modèle ni ne se donnent en modèle. Celles à venir suivront leur propre voie dans leur propre temporalité, et sauront, espérons-le, rectifier leur parcours en tenant compte de leurs éventuels échecs.

Oklahoma

En 1927 paraît à Berlin, chez Kurt Wolff, un roman intitulé *Amerika*. L'auteur, Franz Kafka, était mort trois ans auparavant. Le dernier chapitre de ce livre inachevé s'intitule « Le grand théâtre d'Oklahoma ». Karl, le jeune garçon dont on suit les mésaventures depuis son débarquement à New York, se trouve une fois de plus dans une situation sans issue lorsqu'il aperçoit au coin d'une rue une affiche : « Sur le champ de courses de Clayton, on embauchera aujourd'hui de six heures du matin à minuit pour le théâtre d'Oklahoma. Le grand théâtre d'Oklahoma vous appelle ! Il ne vous appellera qu'aujourd'hui ; c'est la première et la dernière fois ! Qui laisse passer cette occasion la laisse passer pour toujours ! Si vous pensez à votre avenir vous êtes des nôtres ! Chacun est le bienvenu chez nous⁷⁵. » Arrivé à Clayton, Karl découvre un immense champ de courses et, devant l'entrée, « une longue plate-forme sur laquelle des centaines de femmes déguisées en anges, avec des robes blanches et de grandes ailes sur le dos, soufflaient dans des trompettes en or ». Tout est organisé pour l'embauche des postulants : des

secrétariats sont installés dans les locaux des paris et les chefs de bureau rangent les demandes par profession, cochent des listes, vérifient les papiers – Karl n'en a pas et quand on lui demande son nom, « nul autre ne lui venant à l'esprit », il déclare s'appeler Negro.

« Le grand théâtre d'Oklahoma » peut se lire comme une prémonition du monde capitaliste actuel. On peut même distribuer les rôles : soufflant dans les trompettes en or, *Direct Matin* et France Inter ; distribuant les formulaires, Pôle Emploi et la préfecture de Bobigny ; servant le repas d'embauche, les Restos du cœur et la cantine de la Santé. Comme le dit dans la queue l'un des voisins de Karl, « Ce théâtre m'a l'air d'une excellente entreprise ; il faut le temps de s'adapter, mais c'est partout ainsi ».

D'autres trompettes sont embouchées plus finement par des philosophes, des historiens, des économistes, des sociologues. Ils ne sont pas opposés à l'émancipation humaine, bien au contraire, à condition de rester *réalistes*. À ceux qui réfléchissent aux insurrections à venir et s'y préparent, ils parlent comme des maîtres bienveillants à des élèves turbulents : vous rêvez, vous prenez vos désirs pour des réalités, vous voyez bien que vous n'êtes qu'une poignée, que « les gens » autour de vous sont à cent lieues de vos idées. D'ailleurs, si vous bougiez, vous seriez écrasés. Et puis, cette révolution, si jamais elle survenait, comment échapperait-elle à la fatalité historique,

comment ne finirait-elle pas, comme toujours, en chaos sanglant ? Parmi les activités de ces doctes, l'une des principales consiste à disséquer dans ses ultimes replis le dernier en date des avatars du capitalisme, le néolibéralisme, ce qui rappelle le travail des anatomistes des siècles passés, qui, ne pouvant comprendre le fonctionnement du corps humain, passaient leur temps à décrire dans les plus infimes détails les insertions des muscles et le trajet des vaisseaux, sans autre utilité que de justifier leur existence.

Walter Benjamin a montré dans ses *Thèses* désespérées de 1940 que l'histoire est écrite du point de vue des vainqueurs, mais ce n'est pas une raison pour la lire avec les yeux d'éternels vaincus. Les révolutions passées comme répertoire de catastrophes, cette image que les thermidoriens tentent depuis si longtemps d'imposer, il s'agit de s'en défaire une fois pour toutes. La formation de forces révolutionnaires passe par la réappropriation de notre passé.

Mais le chemin est encombré par des mots. Les canuts révoltés en portaient sur leurs drapeaux, qui ont traversé le temps comme des balles : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ». À la veille des journées de Juin, les ouvriers parisiens psalmodiaient en marchant dans Paris « Du pain ou du plomb, du pain ou du plomb ». Si de tels mots ne s'entendent plus aujourd'hui, ce n'est pas

que la culture populaire de la révolte ait disparu, mais ses modes d'expression – rap, tags, affiches sauvages – sont fugitifs, étouffés sous le son des trompettes. «Paris fait le choix de donner la parole au peuple pour refonder le pacte républicain, retisser la cohésion sociale et libérer l'avenir», écrit la maire de Paris dans un éditorial récent, bon échantillon de ce discours marécageux où patauge la gauche depuis Jaurès²⁶. Il a pour source, à mon sens, la lente et inexorable dégénérescence de deux notions-pivots autour desquelles tourne tout ce fatras : république et démocratie.

Le culte de la République est une spécificité française liée au souvenir de la Révolution, avec son imaginaire romain. Malgré toutes les distorsions historiques, le jour de sa proclamation reste un exceptionnel moment de *bonheur politique*. C'est le 21 septembre 1792, la Convention est réunie pour sa première séance, Collot d'Herbois demande la parole : «Il est une grande mesure, une salutaire, une indispensable, il en est une que vous ne pouvez pas remettre à demain, que vous ne pouvez pas remettre à ce soir, que vous ne pouvez différer d'un seul instant sans être infidèles au vœu de la nation : c'est l'abolition de la royauté.» Le président veut mettre la proposition aux voix mais tous les membres de l'Assemblée se lèvent, lancent leur chapeau en l'air et, par des acclamations unanimes, proclament la République. Le lendemain parvient à Paris la nouvelle de la

victoire de Valmy. La Convention, sur proposition de Billaud-Varenne, décrète qu'à compter de la veille, tous les actes publics seront datés de l'an I de la République et que le sceau de l'État « portera pour type une femme appuyée d'une main sur un faisceau, tenant de l'autre une lance surmontée d'un bonnet de la liberté, avec pour exergue : La République française⁷⁷ ».

Partant d'un tel enthousiasme, par quel cheminement en est-on venu à ce que *La Marseillaise* soit sifflée dans les stades ? À ce que l'Assemblée nationale ait pu voter en 2003 une loi créant le délit d'outrage au drapeau ou à l'hymne national ? C'est que pendant les deux cent dix ans qui séparent ces deux événements, on voit la république descendre, marche après marche, un long escalier glissant. Sous la Restauration, on se fait encore tuer pour elle – comme les Quatre Sergents de la Rochelle, guillotins en place de Grève le 21 septembre 1822, spectacle qui va marquer pour toujours un lycéen de 17 ans, Auguste Blanqui. Puis, après les violentes émeutes du début des années 1830, le pouvoir tolère une opposition républicaine, mais issue de la bonne société : les « juste milieu », les républicains bourgeois – Lamartine, Ledru-Rollin, Marrast, Arago, Garnier-Pagès – qui vont s'autoproclamer gouvernement provisoire après la chute de Louis-Philippe en février 1848 et confier au général Cavaignac le soin de massacrer les ouvriers insurgés en juin.

C'est *le tournant décisif* pour l'idée même de république. Le vieux rêve de voir la bourgeoisie et le peuple, la main dans la main, terminer l'œuvre interrompue de la Révolution française, ce rêve est noyé dans le sang des ouvriers. La défaite de juin, dit Marx, montre que «la république bourgeoise signifie le despotisme absolu d'une classe sur les autres classes⁷⁸».

Établi sous la II^e République, ce despotisme absolu va se prolonger jusqu'à la V^e, entraînant depuis lors une guerre civile constante, tantôt larvée et tantôt à force ouverte. Pendant ces longues années, la république a eu le temps de dévoiler sa vraie nature. Quand un ministre de l'Intérieur annonce aujourd'hui que «l'ordre républicain sera maintenu», chacun sait que ces mots signifient l'envoi sur les lieux de Compagnies républicaines de sécurité. Quand il est question de «laïcité républicaine», chacun comprend qu'il s'agit d'écarter le danger que représentent les jeunes femmes voilées et leurs mamans. Quand on en appelle à la «discipline républicaine» lors d'un deuxième tour électoral, chacun l'interprète comme le début de sordides magouilles locales. Quant aux jeunes Français, fils ou petits-fils d'Algériens, qui sifflent *La Marseillaise* lors d'un match France-Tunisie, ils montrent simplement qu'ils n'ont pas oublié leur histoire.

La démocratie, elle, a suivi une pente assez différente. Avant la Révolution, le mot n'est employé

qu'en référence à l'Antiquité gréco-romaine. On ne le trouve presque jamais chez Saint-Just et rarement chez Robespierre, pour qui république et démocratie sont des notions équivalentes : « Quelle nature de gouvernement peut réaliser ces prodiges ? Le seul gouvernement démocratique ou républicain : ces deux mots sont synonymes, malgré les abus du langage vulgaire. » La démocratie « n'est pas un état où le peuple, continuellement assemblé, règle par lui-même toutes les affaires publiques, encore moins celui où cent mille fractions du peuple, par des mesures isolées, précipitées et contradictoires, décideraient du sort de la société entière ». La démocratie est « un état où le peuple souverain, guidé par des lois qui sont son ouvrage, fait par lui-même tout ce qu'il peut bien faire, et par des délégués tout ce qu'il ne peut faire lui-même⁷⁹. » (« Hacer por nuestros mismos » disent les zapatistes.) Pas de démocratie directe donc, telle que dans les sections parisiennes, mais pas non plus de remise des clefs aux délégués, aux conventionnels dont Robespierre se méfie tout autant : c'est *par lui-même* que le peuple fait tout ce qu'il peut bien faire.

L'essor, l'autonomie de la notion de démocratie vient plus tard. *La Démocratie en Amérique* en est à la fois le signe et l'agent : le livre, qui paraît en deux volumes, en 1835 et 1840, n'a qu'un succès public modeste mais son influence sur « les élites » est immense. Tocqueville voit la

démocratie, c'est-à-dire l'égalité des conditions, comme inéluctable mais dangereuse, poussant à la centralisation du pouvoir, à la dictature bureaucratique et à l'ennui : « Je promène mes regards sur cette foule innombrable composée d'êtres pareils, où rien ne s'élève ni ne s'abaisse. Le spectacle de cette uniformité universelle m'attriste et me glace, et je suis tenté de regretter la société qui n'est plus⁸⁰. » Stendhal, qui n'est pas du même bord que Tocqueville, a pourtant la même opinion sur la démocratie américaine, le règne des boutiquiers et du suffrage universel, ce « tyran aux mains sales ».

Après le grand saut de 1848, l'idée de démocratie passe du spéculatif au conflictuel. François Guizot, que la révolution vient de chasser du pouvoir, écrit en 1849 dans *La Démocratie en France* : « Le chaos se cache aujourd'hui sous un mot : démocratie. C'est le mot souverain, universel. Tous les partis l'invoquent et veulent se l'approprier comme un talisman [...] Idée fatale, qui soulève ou fomenté incessamment la guerre au milieu de nous, la guerre sociale⁸¹ ! » Des mots d'un conservateur aigri – qu'il n'avait pas toujours été : c'est dans son cours à la Sorbonne en 1829 qu'apparaît pour la première fois la *lutte des classes*, qui remontait selon lui à la conquête franque du v^e siècle et opposait deux peuples, un tiers état d'origine gallo-romaine et une noblesse d'origine franque.

Comme d'une autre planète, depuis sa prison de Belle-Île, Blanqui s'en prend lui aussi à la

démocratie : « Qu'est-ce donc qu'un *démocrate*, je vous prie ? C'est là un mot vague, banal, sans acception précise, un mot en caoutchouc. Quelle opinion ne parviendrait pas à se loger sous cette enseigne ? Tout le monde se prétend démocrate, surtout les aristocrates. Ne savez-vous pas que M. Guizot est démocrate ? Les roués se complaisent dans ce vague qui fait leur compte ; ils ont horreur des points sur les i. Voilà pourquoi ils proscrivent les termes *prolétaires* et *bourgeois*. Ceux-là ont un sens clair et net ; ils disent catégoriquement les choses. C'est ce qui déplaît. On les repousse comme provocateurs de la guerre civile. Cette raison ne suffit-elle pas pour vous ouvrir les yeux ? Qu'est-ce donc que nous sommes contraints de faire depuis si longtemps, sinon la guerre civile ? Et contre qui ? Ah ! Voilà précisément la question qu'on s'efforce d'embrouiller par l'obscurité des mots ; car il s'agit d'empêcher que les deux drapeaux ennemis ne se posent carrément en face l'un de l'autre afin d'escroquer, après le combat, au drapeau victorieux les bénéfices de la victoire et de permettre aux vaincus de se retrouver tout doucement les vainqueurs. On ne veut pas que les deux camps adverses s'appellent de leurs vrais noms : prolétariat, bourgeoisie. Cependant, ils n'en ont pas d'autre⁸². »

Aujourd'hui, la démocratie est un fétiche, un objet investi magiquement qui vient à la place de ce que l'on ne veut pas reconnaître comme un lieu vide. On ne veut pas renoncer à la démocratie

car elle tient le rôle essentiel de consoler d'une absence, celle d'une société qui aurait pour but le bonheur commun. Ce mot caoutchouc fait écran à la guerre civile à laquelle « nous sommes contraints depuis si longtemps », comme dit Blanqui de sa voix d'airain. C'est par ce rôle mystificateur que Démocratie est devenu le grand mot contre-révolutionnaire de notre temps.

Pour qu'il puisse remplir cette fonction, on l'adapte, on l'utilise de façon différente selon les lieux. Pour les pays pauvres et peu chrétiens qui n'ont pas la chance de bénéficier d'un système parlementaire bien établi – les *pays poivrés et détrempés* dont parle Rimbaud dans le passage des *Illuminations* précisément intitulé *Démocratie* – le mot n'est suivi d'aucun adjectif : c'est *la démocratie* tout court. Ainsi les élections tunisiennes d'octobre 2014 – le retour en force du benalisme sans Ben Ali – ont-elles été saluées comme une victoire de la démocratie, une transition démocratique réussie (sous-entendu mais fortement suggéré : si rare en pays arabes). Après l'insurrection victorieuse qui a chassé Compaoré, les militaires prennent le pouvoir au Burkina Faso. « L'opinion internationale » fait mine de s'inquiéter : la démocratie serait-elle en danger ? Mais les militaires choisissent un civil comme président transitoire et l'on annonce des élections générales. « Nous allons avoir une vraie démocratie », dit un membre de la *société civile* – autre mot caoutchouc⁸³.

Dans ce contexte-là, « démocratie » ne désigne aucun régime politique précis, il suffit que des élections soient au programme. Peu importe qu'elles soient lointaines, truquées, que leur résultat soit connu d'avance. Après l'insurrection, le « retour de la démocratie » signifie que les positions commerciales et stratégiques seront sauvegardées, que le marché restera ouvert, que le pays progressera à coups de réformes vers le mode de vie capitaliste occidental, cet idéal commun au monde entier. Ceux qui se battent contre la police à Hong Kong avec leurs boucliers de bois sont qualifiés d'« étudiants pro-démocratie ».

« Les démocraties » (au pluriel) est une sorte de métonymie désignant l'ensemble des pays respectables où l'institution parlementaire fonctionne depuis longtemps. Mais le mot est souvent suivi d'un qualificatif car sans cela il équivaudrait à « démocratie parlementaire », dont la décrépitude est désormais tenue pour un fait établi – on trouve même dans un numéro récent du *Débat*, revue d'un honnête conservatisme, un article intitulé « Comment la démocratie fait faillite⁸⁴ ». Il est donc partout question de l'améliorer, et l'on parle alors de démocratie directe, ou bien participative – invention d'une ébouriffante candidate à la présidentielle de 2007 – ou encore numérique, comme la cyberdémocratie du mouvement *Cinque Stelle* en Italie, qui parvient à faire élire des députés

sans que ses membres aient d'autre contact que par des octets. Ces différents déguisements ont en commun de masquer le caractère pervers de la démocratie, affirmée à la fois comme fragile perfection actuelle et comme idéal à atteindre dans un avenir indéfini. Entre les deux, elle sert à délégitimer toute attaque contre l'ordre existant.

Si les insurrections qui éclatent depuis quelques années dans le monde entier s'étranglent souvent au stade de grande émeute sans accéder à celui de révolution, l'une des causes en est le respect instinctif du formalisme démocratique. Pour concilier le souci d'efficacité et celui, légitime, d'éviter une organisation de type militaire risquant d'installer son pouvoir sur le peuple révolté, l'histoire suggère des exemples : la Commune insurrectionnelle formée à l'Hôtel de Ville dans la nuit du 9 au 10 août 1792, le Comité central de la garde nationale formé au Vauxhall le 15 mars 1871, le Comité militaire révolutionnaire formé à Smolny le 20 octobre 1917 – une vingtaine d'hommes (d'hommes et de femmes, dans les insurrections à venir), envoyés par les divers groupes qui se préparent à la bataille imminente. Comment sont choisis ces inconnus, l'histoire ne le dit pas toujours mais on l'imagine : non par élection, on n'a pas le temps ni la tête à ça, on envoie au comité insurrectionnel ceux qui paraissent les plus déterminés, les plus expérimentés. Et après qu'il a conduit l'insurrection à la victoire et assuré la

vie des premiers jours, le comité insurrectionnel *se dissout* et chacun retourne à ses occupations (la Commune de 1792 demeure après le 10 août mais comme municipalité de Paris). Un comité insurrectionnel est une sorte de Cincinnatus collectif, un *avènement d'obscurs* comme dit Lissagaray, dont on n'a pas à craindre qu'il se transforme en quelque gouvernement provisoire que ce soit.

Ce que montre l'histoire révolutionnaire, c'est que les moments les plus heureux sont ceux où le pouvoir *perd toute forme dicible*. Dans les grandes foules insurgées à Paris comme à Petrograd, à Berlin comme au Caire, dans les communes d'Aragon à l'été 1936, personne ne peut dire où est le pouvoir, il est dispersé entre tous ceux qui sont là. Cette dispersion dans le moment insurrectionnel, la tâche des révolutionnaires est de la maintenir par la suite, de lutter contre toute forme d'hégémonie qui s'insinuerait dans les rangs victorieux.

Dans ce livre, j'ai tenté de mettre à profit le calme relatif qui précède les engagements historiques pour faire une sorte de synthèse des pièges parsemés le long des révolutions passées comme des moments de réussite et d'espoir. C'est que l'instant insurrectionnel est peu propre à ce loisir, et l'on peut regretter de ne pas s'y être livré quand on en avait encore le temps. Nous vivons une époque en suspens où chacun attend la fin – et celle-ci ne vient pas précisément parce que tout

le monde est occupé à l'attendre. La fin ne peut pas venir d'elle-même. Si nous voulons qu'elle advienne, cette fin libératrice, il faut nous organiser dès maintenant comme si elle avait déjà eu lieu. Car «l'organisation n'est pas détachée de la vie quotidienne, c'est la vie quotidienne qui se déploie dans l'action insurrectionnelle⁸⁵».

Du même auteur

L'Invention de Paris, Seuil, 2002

Chronique de la guerre civile, La Fabrique, 2004

Faire mouvement, entretiens avec

Mathieu Potte-Bonneville, Les Prairies
ordinaires, 2005

LQR, la propagande du quotidien, Raisons d'agir,
2006

Notes sur l'occupation, Naplouse, Kalkilyia, Hébron,
La Fabrique, 2006

*Changement de propriétaire, la guerre civile
continue*, Seuil, 2007

L'Antisémitisme partout, en France aujourd'hui
(en collaboration avec Alain Badiou),
La Fabrique, 2011

Paris sous tension, La Fabrique, 2011

Un État commun entre le Jourdain et la mer
(en collaboration avec Eyal Sivan),
La Fabrique, 2012

Une histoire de la Révolution française,
La Fabrique, 2012

La Barricade, Autrement, 2013

Premières mesures révolutionnaires, La Fabrique,
2013.

Chez le même éditeur

Giorgio Agamben, Alain Badiou, Daniel Bensaid, Wendy Brown, Jean-Luc Nancy, Jacques Rancière, Kristin Ross, Slavoj Žižek, *Démocratie, dans quel état ?*

Tariq Ali, *Bush à Babylone. La recolonisation de l'Irak.*

Tariq Ali, *Obama s'en va-t-en guerre.*

Zahra Ali (dir.), *Féminismes islamiques.*

Sophie Auoullé, Pierre Bruno, Franck Chaumon, Guy Lérès, Michel Plon, Erik Porge, *Manifeste pour la psychanalyse.*

Bernard Aspe, *L'instant d'après. Projectiles pour une politique à l'état naissant.*

Alain Badiou, *Petit panthéon portable.*

Alain Badiou, *L'aventure de la philosophie française.*

Alain Badiou & Eric Hazan, *L'antisémitisme partout. Aujourd'hui en France.*

Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Judith Butler, Georges Didi-Huberman, Sadri Khiari, Jacques Rancière, *Qu'est-ce qu'un peuple ?*

Jean-Christophe Bailly, Jean-Marie Gleize, Christophe Hanna, Hugues Jallon, Manuel Joseph, Jacques-Henri Michot, Yves Pagès, Véronique Pittolo, Nathalie Quintane, « *Toi aussi, tu*

as des armes. » Poésie & politique.

Moustapha Barghouti, *Rester sur la montagne. Entretiens sur la Palestine avec Eric Hazan.*

Omar Barghouti, *Boycott, désinvestissement, sanctions. BDS contre l'apartheid et l'occupation de la Palestine.*

Zygmunt Bauman, *Modernité et holocauste.*

Jean Baumgarten, *Un léger incident ferroviaire. Récit autobiographique.*

Mathieu Bellahsen, *La santé mentale. Vers un bonheur sous contrôle.*

Walter Benjamin, *Essais sur Brecht.*

Daniel Bensaid, *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres.*

Daniel Bensaid, *Tout est encore possible. Entretiens avec Fred Hilgemann.*

Jacques Bidet, *Foucault avec Marx.*

Ian H. Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française. Cinquante ans de relations tumultueuses.*

Auguste Blanqui, *Maintenant, il faut des armes.* Textes présentés par Dominique Le Nuz.

Félix Boggio Éwangé-Épée & Stella Magliani-Belkacem, *Les féministes blanches et l'empire.*

Matthieu Bonduelle, William Bourdon, Antoine Comte, Paul Machto, Stella Magliani-

La dynamique de la révolte

Belkacem & Félix Boggio
Éwangé-Épée, Gilles Manceron,
Karine Parrot, Géraud de la
Pradelle, Gilles Sainati, Carlo
Santulli, Evelyne Sire-Marin,
Contre l'arbitraire du pouvoir.
12 propositions.

Marie-Hélène Bourcier,
Sexpolitique. Queer Zones 2.

Bruno Bosteels, *Alain Badiou, une*
trajectoire polémique.

Alain Brossat,
Pour en finir avec la prison.

Philippe Buonarroti, *Conspiration*
pour l'égalité dite de Babeuf.
Présentation de Sabrina Berkane.

Pilar Calveiro,
Pouvoir et disparition. Les camps
de concentration en Argentine.

Grégoire Chamayou, *Les chasses*
à l'homme.

Grégoire Chamayou, *Théorie*
du drone.

Ismahane Chouder, Malika La-
trèche, Pierre Tévanian,
Les filles voilées parlent.

Cimade, *Votre voisin n'a pas*
de papiers. Paroles d'étrangers.

Comité invisible, *À nos amis.*

Comité invisible,
L'insurrection qui vient.

Christine Delphy, *Classer,*
dominer. Qui sont les « autres » ?

Alain Deneault, *Offshore. Paradis*
fiscaux et souveraineté criminelle.

Raymond Depardon,
Images politiques.

Raymond Depardon

Le désert, allers et retours
Propos recueillis par Eric Hazan

Yann Diener, *On agit un enfant.*
L'État, les psychothérapeutes et les
psychotropes.

Cédric Durand (coord.), *En finir*
avec l'Europe.

Éric Fassin, Carine Fouteau,
Serge Guichard, Aurélie Win-
dels, *Roms & riverains. Une poli-*
tique municipale de la race.

Jean-Pierre Faye, Michèle
Cohen-Halimi, *L'histoire cachée*
du nihilisme. Jacobi, Dostoïevski,
Heidegger, Nietzsche.

Norman G. Finkelstein,
L'industrie de l'holocauste.
Réflexions sur l'exploitation
de la souffrance des Juifs.

Joëlle Fontaine, *De la résistance à*
la guerre civile en Grèce.
1941-1946.

Charles Fourier,
Vers une enfance majeure.
Textes présentés par René
Schérer.

Isabelle Garo, *L'idéologie ou la*
pensée embarquée.

Antonio Gramsci, *Guerre de*
mouvement et guerre de position.
Textes choisis et présentés par
Razmig Keucheyan.

Amira Hass,
Boire la mer à Gaza,
chroniques 1993-1996.

Eric Hazan,
Chronique de la guerre civile.

Eric Hazan,
Notes sur l'occupation.

Naplouse, Kalkilyia, Hébron.

Eric Hazan,
Paris sous tension.

Eric Hazan, *Une histoire de la Révolution française.*

Eric Hazan & Eyal Sivan,
Un État commun. Entre le Jourdain et la mer.

Eric Hazan & Kamo, *Premières mesures révolutionnaires.*

Henri Heine, *Lutèce. Lettres sur la vie politique, artistique et sociale de la France.* Présentation de Patricia Baudoin.

Hongsheng Jiang, *La Commune de Shanghai et la Commune de Paris.*

Victor Hugo, *Histoire d'un crime.* Préface de Jean-Marc Hovasse, notes et notice de Guy Rosa.

Sadri Khiari, *La contre-révolution coloniale en France. De de Gaulle à Sarkozy.*

Georges Labica, *Robespierre. Une politique de la philosophie.* Préface de Thierry Labica.

Yitzhak Laor, *Le nouveau philoémitisme européen et le « camp de la paix » en Israël.*

Lénine, *L'État et la révolution.*

Mathieu Léonard, *L'émancipation des travailleurs. Une histoire de la Première Internationale.*

Gideon Levy, *Gaza. Articles pour Haaretz, 2006-2009.*

Laurent Lévy, « *La gauche* », *les Noirs et les Arabes.*

Frédéric Lordon, *Capitalisme,*

désir et servitude. Marx et Spinoza.

Herbert R. Lottman, *La chute de Paris, 14 juin 1940.*

Pierre Macherey, *De Canguilhem à Foucault. La force des normes.*

Pierre Macherey,
La parole universitaire.

Gilles Magniont & Yann Fastier,
Avec la langue. Chroniques du « Matricule des anges ».

Karl Marx,
Sur la question juive.
Présenté par Daniel Bensaïd.

Karl Marx & Friedrich Engels,
Inventer l'inconnu. Textes et correspondance autour de la Commune.
Précédé de « Politique de Marx »
par Daniel Bensaïd.

Albert Mathiez,
La réaction thermidorienne.

Présentation de Yannick Bosc et
Florence Gauthier.

Louis Ménard, *Prologue d'une révolution (fév.-juin 1848).*
Présenté par Maurizio Gribaudi.

Elfriede Müller & Alexander
Ruoff, *Le polar français. Crime et histoire.*

Ilan Pappé, *La guerre de 1948 en Palestine. Aux origines du conflit israélo-arabe.*

François Pardigon, *Épisodes des journées de juin 1848.*

Jacques Rancière,
Le partage du sensible. Esthétique et politique.

Jacques Rancière,
Le destin des images.

La dynamique de la révolte

Jacques Rancière,
La haine de la démocratie.

Jacques Rancière,
Le spectateur émancipé.

Jacques Rancière, *Moments politiques. Interventions 1977-2009.*

Jacques Rancière,
Les écarts du cinéma.

Jacques Rancière,
La leçon d'Althusser.

Jacques Rancière, *Le fil perdu. Essais sur la fiction moderne.*

Textes rassemblés par J. Rancière & A. Faure, *La parole ouvrière 1830-1851.*

Amnon Raz-Krakotzkin,
Exil et souveraineté. Judaïsme, sionisme et pensée binationale.

Tanya Reinhart,
Détruire la Palestine, ou comment terminer la guerre de 1948.

Tanya Reinhart,
L'héritage de Sharon. Détruire la Palestine, suite.

Mathieu Rigouste, *La domination policière. Une violence industrielle.*

Robespierre,
Pour le bonheur et pour la liberté. Discours choisis.

Kristin Ross, *L'imaginaire de la Commune.*

Julie Roux, *Inévitablement (après l'école).*

Christian Ruby, *L'interruption. Jacques Rancière et le politique.*

Alain Rustenholz, *De la banlieue rouge au Grand Paris. D'Ivry*

à Clichy et de Saint-Ouen à Charenton

Gilles Sainati & Ulrich Schalchli,
La décadence sécuritaire.

Thierry Schaffauser, *Les luttes des putes.*

André Schiffrin,
L'édition sans éditeurs.

André Schiffrin,
Le contrôle de la parole. L'édition sans éditeurs, suite.

André Schiffrin,
L'argent et les mots.

Ivan Segré, *Judaïsme et révolution.*

Ivan Segré, *Le manteau de Spinoza. Pour une éthique hors la Loi.*

Ella Shohat, *Le sionisme du point de vue de ses victimes juives. Les juifs orientaux en Israël.*

Jean Stern, *Les patrons de la presse nationale. Tous mauvais.*

Syndicat de la magistrature, *Les mauvais jours finiront. 40 ans de combats pour la justice et les libertés.*

Marcello Tarì, *Autonomie ! Italie, les années 1970.*

N'gugi wa Thiong'o,
Décoloniser l'esprit.

E.P. Thompson,
Temps, discipline du travail et capitalisme industriel.

Tiqqun, *Théorie du Bloom.*

Tiqqun, *Contributions à la guerre en cours.*

Tiqqun, *Tout a failli, vive le communisme !*

Alberto Toscano,
Le fanatisme. Modes d'emploi.

Enzo Traverso,
*La violence nazie,
une généalogie européenne.*

Enzo Traverso,
*Le passé : modes d'emploi.
Histoire, mémoire, politique.*

Louis-René Villermé,
*La mortalité dans les divers
quartiers de Paris.*

Sophie Wahnich,
*La liberté ou la mort.
Essai sur la Terreur et le terrorisme.*

Michel Warschawski (dir.),
*La révolution sioniste est morte.
Voix israéliennes contre l'occupation,
1967-2007.*

Michel Warschawski,
*Programmer le désastre.
La politique israélienne à l'œuvre.*

Eyal Weizman,
*À travers les murs. L'architecture
de la nouvelle guerre urbaine.*

Slavoj Žižek, Mao. *De la pratique
et de la contradiction.*

Collectif,
Le livre : que faire ?

Cet ouvrage a été reproduit et achevé
d'imprimer par l'Imprimerie Floch à Mayenne
en mars 2015.

Numéro d'impression : XXXXXXXXX

Dépôt légal : 2^e trimestre 2015.

Imprimé en France.